

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 5 mai 2026 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°895 ■

ACCOMPAGNEMENT DU
PROCESSUS GLOBAL DE
DÉVELOPPEMENT NATIONAL

**Le ministre de la
Communication salue
les efforts de la
famille médiatique**

P 16

PROCÉDURE DE CONNAISSANCE CLIENTÈLE (KYC)

La Banque d'Algérie renforce le contrôle

La Banque d'Algérie (BA) vient de publier une instruction fixant la procédure de connaissance de la clientèle (KYC) applicable aux banques, établissements financiers ainsi qu'aux services financiers d'Algérie Poste. P 3



PARAPHARM EXPO 2026
DU 18 AU 21 MAI À ALGER
**Près de 50
exposants attendus
à la première édition**

La capitale accueillera, du 18 au 21 mai 2026 à la SAFEX, la première édition de Parapharm Expo 2026, un salon entièrement consacré aux compléments alimentaires, à la dermo-cosmétique, aux produits naturels et aux solutions de bien-être, indique un communiqué des organisateurs.

P 2

COOPÉRATION
AFRICAINES, LUTTE CONTRE
LE CANCER...

**Les orientations du
Président Tebboune**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, avant-hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à plusieurs dossiers stratégiques, notamment le suivi des accords de coopération bilatérale avec le Niger et le Tchad, ainsi que la mise en œuvre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer à l'horizon 2035. Cette rencontre a permis de dresser un état des lieux des avancées enregistrées et de tracer de nouvelles orientations en matière de développement économique, de santé publique et de gouvernance.

P 5

RÉCUPÉRATION D'ACTIFS
INDUSTRIELS

**Un signal fort pour
l'économie**

L'expert économique et financier, Idir Saci, a livré une analyse approfondie des récentes décisions issues du Conseil des ministres, mettant en lumière les enjeux économiques actuels et les perspectives de développement en Algérie.

P 3

SELECTUSA INVESTMENT SUMMIT 2026
**Une forte délégation
algérienne y prend part** P 2

CAMPAGNE DE COLLECTE
DES PEaux DE MOUTONS
**Le ministère de l'industrie
se prépare** P 2

PROJET INTÉGRÉ ALGÉRO-QATARI
"BALADNA"
**Lancement de la moisson
d'orge à Adrar** P 3

MOSTAGANEM
Signature d’une convention pour renforcer la rationalisation de la consommation énergétique dans le secteur industriel

L’Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l’utilisation de l’énergie (APRUE) a signé une convention de coopération avec le groupe industriel spécialisé dans les industries électriques "GSB Electric", basé dans la wilaya de Mostaganem, indique, lundi, la direction générale du groupe. Selon la même source, cet accord s’inscrit dans le cadre de la vision stratégique nationale visant à instaurer un mix énergétique équilibré et à optimiser la consommation d’électricité au sein des zones industrielles et du tissu industriel national. La convention a été signée dimanche au siège du groupe, situé dans la commune de Mesra (sud de Mostaganem), par le directeur général de l’APRUE, Merouane Chaabane, et le vice-président directeur général de "GSB Electric", Mohamed Khalifa. Ce partenariat vise à développer et améliorer l’efficacité énergétique dans le secteur industriel, à lancer des projets pilotes d’audit énergétique au niveau des unités de production, ainsi qu’à accompagner la transition énergétique nationale, précise le communiqué.

R E.

PARAPHARM EXPO 2026 DU 18 AU 21 MAI À ALGER
Près de 50 exposants attendus à la première édition

La capitale accueillera, du 18 au 21 mai 2026 à la SAFEX, la première édition de Parapharm Expo 2026, un salon entièrement consacré aux compléments alimentaires, à la dermo-cosmétique, aux produits naturels et aux solutions de bien-être, indique un communiqué des organisateurs.

Par Z R.

Cet événement, le premier du genre en Algérie, est organisé par One Business Solutions Company et ambitionne de devenir une plateforme de référence pour les professionnels du secteur, dans un contexte marqué par une forte croissance du marché de la parapharmacie et de la santé préventive. Les organisateurs précisent que cette dynamique est portée par « l’intérêt croissant des consommateurs pour la prévention, la nutrition, la beauté spécialisée et les produits favorisant le bien-être au quotidien ». Dans ce cadre, Parapharm Expo 2026 se veut un espace d’échanges, de rencontres d’affaires et de valorisation de l’innovation. Près de 50 exposants sont attendus lors de cette édition, représentant notamment les laboratoires pharmaceutiques et paraphar-

maceutiques, les marques nationales et internationales, les distributeurs, les industriels, les startups ainsi que les fournisseurs de solutions de packaging et de distribution. Le salon offrira aux participants l’opportunité de présenter leurs innovations, de développer leurs réseaux commerciaux et de conclure de nouveaux partenariats stratégiques, souligne le communiqué. Par ailleurs, l’événement mettra l’accent sur l’innovation à travers le Pharma Innovation Challenge, un concours basé sur une approche d’open innovation réunissant startups, porteurs de projets, industriels et acteurs de la santé et du bien-être autour de problématiques concrètes du marché. Cette initiative est parrainée par le ministère de l’Économie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises. Les organisateurs prévoient une affluence de plus de 5 000 visiteurs, composée de professionnels de santé,

pharmaciens, distributeurs, investisseurs, entrepreneurs, médias spécialisés ainsi que du grand public intéressé par les thématiques de santé et de bien-être. En parallèle de l’exposition, plus de 20 conférences et ateliers seront organisés autour des tendances de consommation, de la réglementation du secteur, des opportunités d’investissement, de l’innovation, de la digitalisation du commerce parapharmaceutique et de la santé préventive. Enfin, les organisateurs soulignent que cette première édition vise à contribuer à la structuration du marché national de la parapharmacie et du bien-être, tout en mettant en valeur le potentiel industriel et entrepreneurial du pays. Ils affichent également l’ambition d’ouvrir progressivement l’événement à l’international afin d’en faire un rendez-vous régional majeur.

SELECTUSA INVESTMENT SUMMIT 2026
Une forte délégation algérienne y prend part

Le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), en coordination avec l’ambassade des États-Unis en Algérie et avec l’appui de la représentation diplomatique algérienne à Washington, organise une mission économique de haut niveau aux États-Unis. Cette initiative s’inscrit dans le cadre de la participation de l’Algérie au sommet « SelectUSA Investment Summit 2026 », prévu du 3 au 6 mai 2026 dans l’État du Maryland, un rendez-vous majeur dédié à l’attraction des investissements étrangers vers les États-Unis et à la promotion des partenariats économiques internationaux. La délégation algérienne est composée d’environ trente chefs d’entreprises et dirigeants de grands groupes opérant dans des secteurs stratégiques tels que l’industrie, les services, l’agroalimentaire, les tech-

nologies et l’énergie, ainsi que de représentants de l’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAPI). Conduite par M. Kamel Moula, président du CREA, elle illustre la montée en puissance du secteur privé algérien dans les échanges économiques internationaux. Dans ce cadre, la délégation a été reçue au centre de conférences Gaylord Resort par M. Mark Shapiro, chargé d’affaires à l’ambassade des États-Unis en Algérie, lors d’une rencontre préparatoire consacrée à la mise en lumière des enjeux du sommet et aux mécanismes permettant aux entreprises algériennes de maximiser les opportunités offertes. M. Shapiro a souhaité la bienvenue aux participants, exprimant sa satisfaction quant à la forte présence algérienne à cet événement international de premier plan. Il a salué la mobilisation du CREA, qui a permis de réu-

nir l’une des délégations africaines les plus importantes à cette édition. Le responsable américain a également insisté sur l’importance de mieux comprendre l’environnement des affaires aux États-Unis, notamment les mécanismes de fonctionnement des entreprises, les modalités de partenariat et les standards d’investissement. De son côté, M. Kamel Moula a remercié les autorités diplomatiques américaines en Algérie pour leur accompagnement continu dans la préparation de cette mission. Il a souligné que cette participation constitue une opportunité stratégique pour les entreprises algériennes, appelées à renforcer leur ouverture internationale, à diversifier leurs partenariats et à s’intégrer davantage dans les chaînes de valeur mondiales. Il a également exhorté les membres de la délégation à adopter une dé-

marche proactive fondée sur le dialogue économique, la recherche de synergies et le partage des meilleures pratiques entrepreneuriales. Le programme de la mission prévoit une série de rencontres bilatérales avec des responsables américains issus des administrations fédérales, des agences de promotion de l’investissement, ainsi que des acteurs économiques et financiers. Ces échanges porteront sur les opportunités d’investissement, les facilités d’implantation aux États-Unis et les perspectives de coopération dans les secteurs à forte valeur ajoutée. Par ailleurs, cette participation est présentée comme la deuxième consécutive après celle de 2025, confirmant une dynamique de continuité et de consolidation.

Synthèse R E.

CAMPAGNE DE COLLECTE DES PEAUX DE MOUTONS
Le ministère de l’industrie se prépare

Le ministère de l’Industrie a tenu, dimanche, une réunion de coordination sectorielle élargie, consacrée à la finalisation des derniers préparatifs liés à la campagne nationale de collecte des peaux de moutons durant l’Aïd El-Adha, dans le but de mobiliser l’ensemble des parties concernées, en prévision du lancement de la dernière phase des préparatifs, indique un communiqué du ministère. La commission nationale intersectorielle, pilotée par le ministère de l’Industrie, est chargée de l’organisation de cette campagne, en application des instructions du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, précise la même source. Cette campagne vise à valoriser la filière textile, laine et cuir, à tra-

vers le soutien aux chaînes de transformation industrielle, à ancrer la culture de la récupération et du recyclage, et à réduire l’impact environnemental des déchets issus des bêtes de sacrifice, outre le renforcement de l’intégration industrielle et la réduction de la dépendance aux importations au profit de la production nationale, note le document. Cette opération s’inscrit également dans le cadre d’une approche gouvernementale intégré fondée sur la mobilisation de plusieurs secteurs ministériels, notamment les ministères de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, des Affaires religieuses et des

Wakfs, de la Formation et de l’Enseignement professionnels, de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, de la Poste et des Télécommunications, de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, de la Communication, du Tourisme et de l’Artisanat, et de l’Environnement et de la Qualité de la vie, afin de garantir une coordination rigoureuse et d’améliorer l’efficacité de l’intervention sur le terrain à l’échelle nationale. Une série de réunions préparatoires a été tenue en avril dernier pour définir les mécanismes opérationnels de la campagne et assurer une mobilisation harmonieuse et

efficace de l’ensemble des intervenants, l’ont dans le communiqué. Plusieurs acteurs sont associés à cette campagne, notamment les organisations et associations civiles et professionnelles actives dans le domaine de la sensibilisation et de la mobilisation communautaire, en plus du groupe public Getex (Textiles et Cuirs), et des commissions de wilayas installées à cet effet, sous l’égide des walis, regroupant des représentants de plusieurs secteurs et directions de l’industrie, en leur qualité d’organe exécutif de cette opération sur le terrain à travers l’ensemble du territoire national, conclut le communiqué.

APS

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M’hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PROCÉDURE DE CONNAISSANCE CLIENTÈLE (KYC)

La Banque d'Algérie renforce le contrôle

La Banque d'Algérie (BA) vient de publier une instruction fixant la procédure de connaissance de la clientèle (KYC) applicable aux banques, établissements financiers ainsi qu'aux services financiers d'Algérie Poste.

Par Zahir R

Signée par le gouverneur de la BA, Mohammed Lamine Lebbou, cette instruction n° 04-2026 du 30 avril 2026 intervient en application des dispositions du règlement n° 24-03 du 24 juillet 2024 relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive (LBA-FTFPADM), modifié et complété. Cette instruction, signée le 30 avril 2026, vise à encadrer de manière plus rigoureuse l'identification, la vérification et le suivi des clients, en introduisant une approche fondée sur les risques et en renforçant les obligations de vigilance à toutes les étapes de la relation d'affaires.

Parmi les principales mesures introduites figure l'obligation pour les établissements assujettis de procéder à une identification complète des clients, qu'ils soient habituels ou occasionnels, mais également des mandataires, représentants légaux et bénéficiaires effectifs. Cette exigence s'applique avant toute entrée en relation d'affaires, mais aussi tout au long de celle-ci, ainsi que lors de chaque opération ponctuelle. Selon l'article 2 du texte, les diligences d'identification et de vérification prescrites par les dispositions de l'instruction s'appliquent au client habituel et au client occasionnel, au mandataire, au représentant légal, à toute personne prétendant agir pour le compte du client, ainsi qu'au(x) bénéficiaire(s) effectif(s).

Les banques, établissements financiers et services financiers d'Algérie Poste (assujettis) peuvent, dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, appliquer des mesures d'identifica-

tion et de vérification plus strictes, adaptées à leur spécificité, à la nature de leur activité et à leur taille. Ils doivent procéder, est-il précisé, préalablement à toute entrée en relation d'affaires, pendant toute la durée de la relation d'affaires, ainsi que lors d'une opération occasionnelle, à l'identification et à la vérification de l'identité du client.

L'instruction met également l'accent sur la nécessité de définir un profil détaillé du client, incluant son identité, son adresse, son activité, l'origine de ses fonds ainsi que la nature des opérations envisagées, afin d'établir un profil de risque précis. Autre nouveauté majeure : l'adoption systématique d'une approche basée sur les risques. Les établissements doivent désormais identifier, évaluer et atténuer les risques liés au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et à la prolifération des armes de destruction massive, en tenant compte notamment du profil du client, des produits utilisés, des canaux de distribution et des zones géographiques concernées. Dans ce cadre, les clients sont classés selon leur niveau de risque (faible, moyen ou élevé), ce qui conditionne l'intensité des contrôles à appliquer. Les clients à risque élevé font l'objet de mesures de vigilance renforcées, incluant des vérifications approfondies de l'origine des fonds, une surveillance accrue des transactions et une autorisation préalable de la haute direction avant toute entrée en relation.

À l'inverse, des mesures de vigilance simplifiées peuvent être appliquées aux clients à faible risque, avec des exigences allégées en matière de collecte d'informations et de fréquence de contrôle, tout en maintenant un niveau de surveillance adapté. L'instruction impose également un disposi-

tif de contrôle renforcé à plusieurs niveaux, incluant un contrôle initial des documents, une validation hiérarchique au niveau des agences et un contrôle indépendant de type « back-office » afin de garantir la fiabilité des données collectées.

Par ailleurs, les établissements sont tenus de refuser toute entrée en relation d'affaires en cas d'impossibilité d'identifier le client, de refus de fournir les informations requises, d'incohérence manifeste dans les données, ou encore si le client figure sur des listes de sanctions nationales ou internationales.

La nouvelle instruction introduit aussi des obligations strictes en matière de suivi continu de la relation d'affaires, avec une mise à jour périodique des données clients en fonction du niveau de risque : annuelle pour les clients à risque élevé, tous les trois ans pour les risques moyens et tous les cinq ans pour les risques faibles.

Une attention particulière est accordée aux personnes politiquement exposées (PPE), pour lesquelles des mesures spécifiques sont exigées, notamment l'approbation préalable de la direction, la vérification de l'origine des fonds et une surveillance renforcée et continue des opérations. Enfin, l'instruction insiste sur l'obligation de détection et de déclaration des opérations suspectes auprès de la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), renforçant ainsi le rôle des institutions financières dans la prévention des flux financiers illicites.

Entrée en vigueur dès sa signature, cette instruction marque une nouvelle étape dans la consolidation du cadre réglementaire algérien en matière de transparence financière et d'alignement sur les standards internationaux.

RÉCUPÉRATION D'ACTIFS INDUSTRIELS

Un signal fort pour l'économie

L'expert économique et financier, Idir Saci, a livré une analyse approfondie des récentes décisions issues du Conseil des ministres, mettant en lumière les enjeux économiques actuels et les perspectives de développement en Algérie. Évoquant la question de la récupération d'actifs industriels, notamment les usines situées à Tissemsilt et à Batna, l'invité de la radio nationale « chaîne III » a qualifié cette démarche de « doublement importante », à la fois sur le plan économique et symbolique. « Il s'agit d'actifs qui reviennent dans le giron de l'État. Leur récupération doit certes être évaluée financièrement, mais elle constitue également un message clair : l'État applique la loi et ne laisse pas les dossiers en suspens », a-t-il affirmé. Selon lui, cette dynamique s'inscrit dans une attente populaire exprimée depuis plusieurs années et témoigne d'un travail de fond engagé dans la lutte contre les pratiques illicites. Toutefois, Idir Saci appelle à une gestion pragmatique de ces actifs. Il distingue entre les projets stratégiques, qui justifient un soutien public, et d'autres investissements potentiel-

lement moins rentables. Pour ces derniers, il préconise l'ouverture à des opérateurs privés ou internationaux via des appels d'offres. « L'objectif est d'éviter une mobilisation excessive des ressources publiques tout en maximisant les retombées économiques », a-t-il expliqué.

Abordant ensuite la problématique de la sous-facturation à l'export et du non-rapatriement des devises, estimé à plusieurs centaines de millions de dollars, l'expert reconnaît l'ampleur du phénomène tout en appelant à une approche nuancée. « Il faut introduire la notion de bonne foi. Sanctionner systématiquement les exportateurs peut être contre-productif, notamment lorsqu'ils font face à des impayés ou à des contraintes indépendantes de leur volonté », a-t-il souligné. Il recommande ainsi de renforcer les mécanismes de contrôle à travers des outils techniques, tels que les comparaisons de prix à l'international et l'échange d'informations entre pays partenaires.

Dans le même sillage, l'expert a insisté sur la nécessité de développer une véritable cul-

ture de l'exportation en Algérie. Selon lui, de nombreux producteurs maîtrisent la fabrication mais manquent d'expertise en matière de commercialisation internationale. Il plaide pour la création de métiers d'accompagnement, notamment dans le domaine du trading, et évoque l'intérêt de mettre en place des plateformes spécialisées à Alger. « L'émergence de sociétés de trading, y compris dans une logique d'offshoring, permettrait de mieux positionner les produits algériens sur les marchés internationaux », a-t-il estimé.

Concernant la mise en place de nouveaux guichets uniques dédiés aux investisseurs, Idir Saci y voit une avancée notable en matière de transparence et de simplification administrative. Ces dispositifs devraient, selon lui, améliorer significativement le climat des affaires en réduisant la bureaucratie. Il conclut néanmoins en appelant à une vision stratégique globale de l'investissement, intégrant l'ensemble des acteurs institutionnels afin de faire de ce levier un moteur durable de croissance économique.

R H.

PROJET INTÉGRÉ ALGÉRO-QATARI "BALADNA"

Lancement de la moisson d'orge à Adrar

La campagne de moisson d'orge a débuté lundi au niveau du projet intégré algéro-qatari "Baladna", dans la commune de Tamest (Sud de la wilaya d'Adrar). L'opération, qui concerne la première récolte de la première saison agricole expérimentale au niveau de ce projet, cible une superficie de 300 hectares irrigués sous-pivot, et constitue la première phase du projet qui prévoit aussi d'autres superficies pour les cultures fourragères, a fait savoir le président du conseil d'administration de la société Baladna-Algérie, Ali Al-Ali.

Le projet "Baladna" est développé dans la wilaya d'Adrar en trois phases comprenant la céréalicul-ture, la production fourragère, l'élevage bovin et une partie industrielle consacrée à la production de lait en poudre.

Le projet offre des perspectives "prometteuses" pour l'Algérie dans ce domaine, a-t-il prédit.

Lors du coup d'envoi de la campagne de moisson, le wali d'Adrar, Fodil Douifi, a mis en avant la mobilisation des différentes instances concernées pour accompagner et assurer la réussite de l'opération, en mobilisant le matériel nécessaire, dont les moissonneuses et les camions pour le transport de la récolte vers les structures de stockage.

Il a souligné aussi la grande importance accordée par les hautes autorités du pays à ce projet stratégique qui constitue "un pilier essentiel pour atteindre l'autosuffisance et renforcer la sécurité alimentaire de l'Algérie".

R E.

COOPÉRATION UE-ALGÉRIE

La commissaire chargée de la Méditerranée en visite à Alger

La commissaire chargée de la Méditerranée, Dubravka Šuica, effectue une visite officielle en Algérie, les 4 et 5 mai afin d'échanger sur la coopération bilatérale et régionale entre l'UE et l'Algérie, indique un communiqué de l'UE. Les discussions porteront notamment sur les possibilités de coopération dans le cadre du Pacte pour la Méditerranée, dans des domaines tels que le commerce et l'investissement, l'énergie, la migration et la sécurité, ajoute la même source.

Au cours de sa visite, la commissaire Šuica tiendra des réunions de haut niveau avec des représentants de plusieurs départements ministériels algériens dont les Affaires étrangères, l'Intérieur, l'Education et l'Energie. Une rencontre est également prévue avec le ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab. Il y sera question du partenariat énergétique de longue date entre l'UE et l'Algérie et des les moyens de faire progresser ensemble la transition écologique.

R E.

MÉTaux PRÉCIEUX
Les cours de l’or en léger repli

Les prix de l’or ont connu un léger recul en début de séance lundi, impactés par les inquiétudes persistantes liées à l’inflation et aux perspectives de politique monétaire. L’or au comptant perdait 0,2% à 4.606,38 dollars l’once. Les contrats à terme américains pour livraison en juin cédaient 0,6% à 4.617,40 dollars. La hausse du brut pourrait inciter les banques centrales à maintenir des taux élevés plus longtemps, réduisant l’attrait des actifs sans rendement comme l’or. La Réserve fédérale américaine a confirmé la semaine dernière des taux inchangés, adoptant un ton ferme qui éloigne l’hypothèse d’une baisse cette année. Sur les autres métaux précieux?: l’argent au comptant progressait de 0,1% à 75,38 dollars l’once, le platine gagnait 0,2% à 1.991,85 dollars, tandis que le palladium reculait de 0,3% à 1.519,66 dollars.

APS

RSE AWARDS ALGERIA 2026
Philip Morris
Algeria reçoit le prix Inclusion et Diversité

Philip Morris Algeria a reçu le prix Inclusion et Diversité, en reconnaissance de la qualité de ses initiatives et de son engagement constant en faveur de la responsabilité sociétale et de l’intégration des critères ESG. L’entreprise a été distinguée lors des RSE Awards Algeria 2026, organisés dans le cadre de la 2^e édition du Forum Algérien de la Responsabilité Sociétale des Entreprises, tenue les 29 et 30 avril à Alger, sous le patronage de l’Institut Algérien de Normalisation (IANOR). Cette distinction, attribuée à l’issue d’un processus d’évaluation rigoureux conduit par un comité scientifique spécialisé, vient saluer une démarche RSE concrète, fondée sur l’équité, l’inclusion et la valorisation du capital humain local. Acteur engagé du tissu économique national, Philip Morris Algeria place les talents algériens au cœur de sa stratégie. L’ensemble des fonctions clés et des rôles de leadership de la filiale sont occupés par des Algériennes et des Algériens, dont les compétences sont reconnues et régulièrement sollicitées au sein du groupe PMI à l’international. À cette occasion, Soraya Khatib, Senior Manager Corporate Affairs Algeria, a déclaré : « Ce prix consacre une conviction forte : l’inclusion et la diversité sont des moteurs essentiels de performance durable. Le capital humain algérien est notre première richesse. C’est en investissant dans les talents locaux que nous construisons une entreprise responsable, profondément enracinée dans son environnement et tournée vers l’avenir. »

R E.

SALON DES PRODUITS ET SERVICES ALGÉRIENS À NOUAKCHOTT
La huitième édition s’ouvre aujourd’hui avec la participation de 350 entreprises

Les préparatifs se poursuivent dans la capitale mauritanienne, Nouakchott, en vue de l’organisation de la huitième édition du Salon des produits et services algériens, prévue du 5 au 11 mai en cours, a indiqué le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Cette manifestation économique d’envergure enregistre une participation record de plus de 350 entreprises algériennes, illustrant la dynamique croissante des relations économiques entre l’Algérie et la Mauritanie. Cet événement, offrira un espace intégré

permettant de présenter une large gamme de produits et de services algériens, de nature à renforcer les opportunités de partenariat et à ouvrir de nouvelles perspectives de coopération et d’échanges commerciaux entre les opérateurs économiques des deux pays. Par ailleurs, les préparatifs sur le terrain s’intensifient, avec l’aménagement des stands d’exposition selon des normes organisationnelles modernes, ainsi que la programmation de rencontres d’affaires bilatérales (B2B) entre opérateurs économiques, précise la même source dans un communiqué. Des

conférences économiques spécialisées sont également prévues afin d’examiner les opportunités d’investissement et d’explorer de nouveaux axes de partenariat bilatéral. Ce salon devrait constituer une plateforme stratégique pour renforcer la présence du produit algérien sur le marché mauritanien et soutenir les efforts de promotion des exportations hors hydrocarbures, dans le cadre d’une vision commune visant à intensifier la coopération économique entre les deux pays frères. S R.

CLIMAT
Les émissions de méthane liées aux énergies fossiles se maintiennent «à des niveaux très élevés»

Les émissions de méthane, un gaz à effet de serre, restent "à des niveaux très élevés" dans les énergies fossiles, alerte lundi l'AIE, estimant que la récupération de ces rejets pourrait fournir du gaz supplémentaire dans le contexte de la crise énergétique. En 2025, la production record du secteur des énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz) a été responsable de 35% des émissions de méthane provenant de l'activité humaine, soit 124 millions de tonnes (Mt), estime l'Agence internationale de l'énergie dans son rapport annuel.

En légère hausse par rapport à 2024 (121 Mt), ces émissions "restent à des niveaux très élevés", proches des records de 2019, dominées par le secteur pétrolier (45 Mt), devant le charbon (43 Mt) et le gaz (36 Mt). Il n'y a "aucun signe que les émissions mondiales de méthane liées à l'énergie aient diminué en 2025 ", souligne l'AIE. Inodore et invisible, le méthane, principal composant du gaz naturel, s'échappe notamment des gazoducs, des vaches et des décharges. Environ 580 millions de tonnes de méthane

sont rejetées chaque année dans le monde, dont 60% attribuables à l'activité humaine avec l'agriculture en tête suivie de l'énergie. Doté d'un pouvoir bien plus réchauffant que le CO2, le méthane est responsable d'environ 30% de la hausse de la température moyenne mondiale depuis la révolution industrielle. Mais sa durée de vie étant plus courte, le réduire offre "des "bénéfices climatiques significatifs à court terme", souligne l'AIE.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 30 افريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Avril 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	59	68	50	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	120	135	105	الطماطم	
	Oignon sec	85	95	75	البصل الجاف	
	Ail sec	690	797	583	الثوم الجاف	
	Ail vert	188	211	164	الثوم الاخضر	
	Carotte	114	127	100	الجزر	
	Navet	112	125	99	اللفت	
	Petit pois	184	205	162	الجلبانة	
	Fève verte	86	98	73	الفول الاخضر	
	Courgette	126	141	111	الكوسة	
	Haricot vert	324	354	293	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	104	118	89	الخس		
Fruits frais	Orange	271	329	213	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	227	253	202	الليمون	
	Pomme locale	476	581	372	التفاح المحلي	
	Datte	496	625	367	التمر	
	Banane	438	453	424	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1971	2120	1822	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	378	390	365	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-12,39	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 398,00	1398,00	0,00	-0,04	-0,83	8,99	5,56	29295	40 954 410,00
BIOPHARM	BIO	2 504,00	NC	0,00	0,02	1,29	6,66	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 079,00	2090,00	0,53	-0,75	-7,38	9,97	5,98	10700	22 363 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,38	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,22	3,97	5,00	0	0,00

COOPÉRATION AFRICAINE, LUTTE CONTRE LE CANCER...

Les orientations du Président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, avant-hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à plusieurs dossiers stratégiques, notamment le suivi des accords de coopération bilatérale avec le Niger et le Tchad, ainsi que la mise en œuvre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer à l’horizon 2035. Cette rencontre a permis de dresser un état des lieux des avancées enregistrées et de tracer de nouvelles orientations en matière de développement économique, de santé publique et de gouvernance.

Par Réda Hadi

Après la présentation de l’ordre du jour et un exposé du Premier ministre sur les activités gouvernementales des deux dernières semaines, le chef de l’État a salué les efforts déployés dans la récupération des fonds détournés. Il a particulièrement mis en avant les opérations menées dans les wilayas de Tissemsilt et de Batna, dans le secteur de l’industrie automobile. Réaffirmant la détermination de l’État à lutter contre la corruption, il a insisté sur la nécessité de réinjecter ces ressources dans l’économie nationale afin de soutenir la croissance et l’investissement. Sur le plan de la coopération régionale, les relations avec le Niger ont occupé une place centrale. Le président a appelé à diversifier les domaines de partenariat afin d’inclure des secteurs prioritaires répondant aux intérêts communs des deux pays. Parmi les projets phares figure la réalisation d’une centrale de production d’énergie, dont l’achèvement a été fixé à un délai de trois mois. Ce projet est considéré comme emblématique de la volonté politique de renforcer les liens avec ce partenaire sahélien, dans une logique d’efficacité et de rapidité d’exécution. Le chef de l’État a également exprimé la disponibilité de l’Algérie à approfondir davantage cette coopération, notamment dans les domaines de la prospection et de l’exploitation pétrolière. Il a souligné la dimension stratégique de ces partenariats, qui s’inscrivent dans l’ancrage africain de l’Algérie et sa volonté de contribuer au développement du continent. Dans ce cadre, il a ordonné le renforcement des mécanismes de suivi et de coordination, à travers l’intensification des

visites ministérielles et la mise en place de nouveaux canaux de communication. Un partenariat médiatique conjoint entre les deux pays a également été évoqué, afin d’accompagner ces projets et de valoriser leurs retombées auprès des opinions publiques. Concernant le Tchad, le président Tebboune a insisté sur l’élargissement de la coopération bilatérale à des projets économiques structurants. Les secteurs de l’énergie, de la production d’électricité et de l’exploration pétrolière ont été identifiés comme prioritaires. Il a notamment ordonné l’accélération de la réalisation d’une cimenterie d’une capacité annuelle dépassant un million de tonnes, un projet destiné à soutenir les infrastructures locales et à renforcer les échanges commerciaux. Dans le même esprit, le chef de l’État a instruit des entreprises algériennes de prendre en charge, dans les plus brefs délais, la réalisation de deux tronçons de la route transsaharienne sur le territoire tchadien. Cette infrastructure est considérée comme un levier essentiel pour dynamiser les échanges économiques et faciliter la circulation des biens et des personnes entre les deux pays, tout en consolidant l’intégration régionale. Sur le volet sanitaire, la réunion a accordé une attention particulière à la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer à l’horizon 2035. En introduction, le président a salué la mobilisation des équipes médicales algériennes à la suite d’un accident de bus survenu en Tunisie, soulignant la qualité de la prise en charge des blessés transférés vers les hôpitaux d’Annaba et d’El Tarf. Il a également exprimé sa reconnaissance aux autorités sanitaires tunisiennes pour leur coopération. S’agissant de la stratégie anti-cancer, le prési-

dent a insisté sur l’adoption d’une approche globale reposant sur trois axes principaux : la prévention, le dépistage précoce et l’efficacité des traitements. Il a rappelé que l’Algérie garantit la gratuité des soins, ce qui nécessite une organisation rigoureuse et des moyens renforcés pour répondre à la demande croissante. Dans cette optique, il a ordonné le renforcement des capacités des structures sanitaires à travers l’ensemble du territoire national. Une étude sera lancée en vue de la réalisation d’un hôpital spécialisé en oncologie dans chaque wilaya, afin d’améliorer l’accès aux soins et de réduire les disparités régionales. Par ailleurs, un dispositif de supervision sera mis en place pour assurer la disponibilité et la distribution optimale des médicaments anticancéreux, un enjeu crucial pour l’efficacité des traitements. Le président a également réitéré ses instructions aux ministères du Commerce et de la Santé afin d’accélérer la création de laboratoires de contrôle des marchandises importées au niveau des ports et des aéroports. Cette mesure vise à renforcer la sécurité sanitaire et à prévenir les risques liés à la consommation de produits non conformes. Enfin, parmi les autres décisions prises, le chef de l’État a ordonné le retrait des bus de plus de 25 ans du parc national dans un délai maximal de trois mois. Cette mesure s’inscrit dans une démarche d’amélioration de la sécurité routière et de modernisation du secteur des transports. À travers ces orientations, le Conseil des ministres réaffirme la volonté des autorités de conjuguer développement économique, coopération régionale et amélioration des services publics, dans une vision stratégique à long terme au service des citoyens.

ALGÉRIE – SAHEL

Une stratégie de développement pour refonder l’intégration régionale

Par Selma R.

L’Algérie consolide son repositionnement stratégique en Afrique, en particulier dans l’espace sahélien, à travers une approche fondée sur le développement intégré, la coopération sans conditions et l’ancrage dans des projets structurants. C’est ce qu’a affirmé l’expert en planification stratégique et relations internationales, Mohamed Cherif Daroui, lors de son intervention sur les ondes de la radio nationale Chaîne 1, en analysant les orientations issues du dernier Conseil des ministres présidé par le président de la République. Selon lui, « l’Algérie est passée d’un partenariat politique ou sécuritaire classique à un modèle de partenariat global basé sur le développement », soulignant que cette mutation répond à une réalité complexe dans la région du Sahel, marquée par « la pauvreté, la fragilité économique, les conflits imbriqués et les guerres par procuration ». Dans ce contexte, il estime que la priorité n’est plus au discours, mais à « l’action concrète capable de transformer le terrain ».

L’un des traits distinctifs de la démarche algérienne réside, d’après Daroui, dans son caractère non conditionnel. « L’Algérie ne pose pas de conditions dans ses partenariats, contrairement à d’autres acteurs internationaux qui orientent leurs financements selon des agen-

das précis », a-t-il expliqué. Cette approche, ajoute-t-il, renforce la crédibilité d’Alger et s’inscrit dans une logique de « puissance douce » fondée sur la solidarité et le respect de la souveraineté des États.

L’expert a mis également en avant la volonté de l’Algérie de transformer les enjeux géopolitiques en opportunités économiques concrètes. Il a évoqué ainsi la construction d’un « modèle de développement transfrontalier » reposant sur l’interconnexion des infrastructures, notamment les routes, les chemins de fer, les installations énergétiques et les unités industrielles. « Il s’agit de créer une chaîne intégrée allant de la production locale jusqu’à l’exportation via les ports algériens », a-t-il précisé, citant l’exemple de projets industriels comme les cimenteries ou les infrastructures énergétiques.

Dans le cas du partenariat avec le Niger, Daroui souligne que les projets retenus, notamment dans le domaine de l’énergie, répondent à des besoins vitaux. « Lorsque 60 à 70 % de la population n’a pas accès à l’électricité, investir dans ce secteur signifie toucher directement au cœur des priorités sociales et économiques », a-t-il affirmé. Il insiste sur le fait que ces choix sont le fruit « d’études approfondies alignant les besoins des populations et les priorités des gouvernements ».

Au-delà de l’impact économique immédiat

(emploi, revenus, développement local), l’expert considère que l’enjeu est plus large. « L’Algérie ne se contente pas d’investir, elle participe à la reconfiguration des potentialités de toute la région », a-t-il déclaré, évoquant « un nouveau contrat régional fondé sur un développement commun et intégré ».

L’expert a mis également en lumière l’importance de la rigueur dans l’exécution des projets. Il salue l’insistance des autorités sur les délais, estimant que « l’investissement dans le temps est aujourd’hui un facteur clé de crédibilité ». « L’Algérie envoie un message clair : il ne s’agit plus de projets à échéances ouvertes, mais d’initiatives encadrées par des calendriers précis », a-t-il ajouté.

Sur le plan stratégique, l’expert rappelle que cette dynamique s’inscrit directement dans la doctrine de sécurité nationale. « La sécurité stratégique de l’Algérie commence dans les pays voisins », a-t-il souligné, insistant sur l’interdépendance entre stabilité régionale et sécurité nationale.

Enfin, évoquant la coopération avec le Tchad, Daroui estime que les retombées des projets en cours dépassent largement les gains économiques. « Il s’agit d’envoyer un message fort aux peuples de la région : l’Algérie agit pour un partenariat équilibré, au service du développement et de la souveraineté », a-t-il conclu.

SÉCURITÉ EN AFRIQUE
Le général d’armée Saïd Chanegriha expose la vision algérienne

Le général d’armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d’état-major de l’Armée nationale populaire (ANP), a présidé, hier, au Cercle national de l’Armée à Béni-Messous (Alger), l’ouverture des travaux d’un séminaire national intitulé : « L’approche algérienne pour la construction de la sécurité et de la paix en Afrique », indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Dans son allocution, le général d’armée a souligné que « les crises sécuritaires en Afrique ne résultent plus seulement de facteurs internes, mais sont désormais façonnées par des agendas extérieurs qui ont transformé certaines crises africaines en arènes ouvertes de recomposition des équilibres de forces et d’influence ».

Il a ajouté que ce contexte se caractérise par « un affrontement silencieux dans son apparence, profond dans ses enjeux et multidimensionnel dans ses outils », où s’entrecroisent considérations de puissance, enjeux de ressources et positions stratégiques.

Le général d’armée a également relevé que cette situation se complexifie dans certaines zones à forte sensibilité géopolitique, où des acteurs extérieurs « instrumentalisent les conflits internes afin d’exploiter la fragilité structurelle des États », contribuant ainsi à la création d’entités parallèles ou à l’attisement de dynamiques séparatistes, en dehors de tout consensus national ou régional.

Par ailleurs, il a indiqué que la proposition de l’approche algérienne, objet du séminaire, s’inscrit pleinement dans les grandes orientations de la politique étrangère de l’Algérie, notamment dans sa dimension africaine, selon le communiqué.

Dans ce cadre, il a précisé que cette démarche vise à définir les contours d’une approche algérienne pour l’architecture de la paix et de la sécurité en Afrique, fondée sur des principes clairs et une vision cohérente et intégrée des relations africaines.

Cette vision, a-t-il rappelé, s’inscrit dans les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, qui insiste sur la nécessité de partenariats équilibrés, du renforcement de l’action africaine commune, du rejet des solutions imposées de l’extérieur, de la priorité donnée au dialogue et du respect de la souveraineté des États. Enfin, le général d’armée a souligné que l’Algérie appelle les États africains à renforcer les fondements de leur puissance nationale et à consolider leur immunité souveraine, afin de contribuer collectivement à la construction d’un espace africain stable et sécurisé, basé sur le respect mutuel, la solidarité et des relations interétatiques mutuellement bénéfiques, loin de toute logique de dépendance ou de subordination.

Synthèse R E.

CHLEF

25 artisans au Festival
culturel "Brises de
beauté et de saveurs"

Vingt-cinq (25) artisans issus de différentes wilayas participent au Festival culturel "Brises de beauté et de saveurs", consacré à la cuisine, aux gâteaux traditionnels et à la coiffure, dont le coup d'envoi a été donné dimanche à Chlef, à-on avis des organisateurs.

Inscrite dans le cadre du Mois du patrimoine (18 avril-18 mai), cette manifestation, qui comprend également un défilé de mode, est organisée pour la 2e fois dans la wilaya, a indiqué la responsable de l'événement, Imane Dermèche. Elle a précisé que cet événement vise à promouvoir le patrimoine culturel local lié à la gastronomie, aux habitudes et aux savoir-faire artisanaux, tout en offrant un espace d'échange d'expériences entre les participants et d'évaluation de leurs produits et réalisations.

Le directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), Sid Ahmed Zenaki, a souligné l'importance de cet événement pour soutenir les artisans, valoriser leurs créations et contribuer à la préservation du patrimoine culturel local et national, ainsi qu'à l'animation culturelle et touristique de la région. L'opportunité a également permis aux participants de présenter leurs créations culinaires et vestimentaires, alliant authenticité et modernité, devant un jury spécialisé, avant l'annonce des résultats des concours de cuisine et de gâteaux. Cet évènement a enregistré une affluence notable du public local.

Agence

EL TARF

Plus de 1.500
logements de divers
types seront distribués
à l'occasion de la fête
de l'indépendance et
de la jeunesse

Un total de 1.558 logements de divers types sera distribué dans la wilaya d'El Tarf à l'occasion de la célébration du 64ème anniversaire de la double fête de l'indépendance et de la jeunesse (5 juillet), a indiqué dimanche le chef de l'exécutif local, Mohamed Meziane.

En marge de la cérémonie organisée en l'honneur des journalistes à l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse (3 mai) en présence des membres de l'exécutif local, le wali a précisé que ce total comprend notamment 768 logements publics locaux répartis sur sept communes de cette wilaya frontalières.

Il est également constitué de 290 unités de type promotionnel aidé et de 500 aides financières pour la construction de logements ruraux, selon la même source qui a relevé que ce quota permettra de ramener le taux moyen d'occupation du logement dans la wilaya à 3,76.

Le wali a rappelé que la même occasion avait connu en 2025 la distribution de 2.008 unités dont 554 logements publics locaux, 168 logements promotionnels aidés, 86 logements promotionnels libres et 1.200 aides à l'habitat rural. Tenue au siège de la wilaya, la cérémonie de célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse a donné lieu à la projection d'un documentaire sur le processus de développement local dans la wilaya, les projets exécutés en 2025 et l'évolution qualitative réalisée dans les secteurs du logement, de l'hydraulique et des travaux publics notamment.

Agence

BENI-ABBES

Lancement des travaux d'un axe
routier stratégique de 139 km

Les travaux de réalisation d'une route bitumée dépendant de la commune de Tabelbala à la localité de Z'ghmara, ainsi qu'au chef-lieu de la wilaya de Beni-Abbes, sur un linéaire de 139 km, ont été lancés, à-on avisé lundi auprès des services de la wilaya.

Cet important projet routier stratégique, dont les travaux s'étaleront sur une durée de douze (12) mois, est scindé en deux lots et mobilise un investissement sectoriel de 8 milliards de DA. Il permettra, une fois achevé, le désenclavement de la commune de Tabelbala ainsi que des localités avoisinantes, notamment Cherraya, Makhlouf et Boutbiga, a précisé le wali de Beni-Abbes, Ali Moulay.

Le projet contribuera également à établir des liaisons routières directes entre la wilaya de Beni-Abbes et celles de Tindouf et d'Adrar.

Auparavant, cette liaison s'effectuait sur un trajet de près de 450 kilomètres, traversant une vaste partie de la wilaya de Béchar, selon la direction locale des travaux publics et des infrastructures de base, maître d'ouvrage.

Le tracé de cet itinéraire sera doté de dispositifs modernes de gestion de la circulation, incluant l'ensemble des instal-



lations permanentes visant à garantir la sécurité, à améliorer la fluidité du trafic et à assurer une meilleure information des usagers de cet axe routier saharien, a-on souligné de même source.

TISSEMSILT

Participation de plus de 20 jeunes de 10 wilayas à la rencontre
des innovateurs et jeunes entrepreneurs

Plus de 20 jeunes issus de 10 wilayas du pays ont participé à la rencontre des innovateurs et jeunes entrepreneurs, organisée dimanche à la salle polyvalente de la commune de Tissemsilt, à l'initiative de la Direction de la jeunesse et des sports, en coordination avec l'Office des établissements de jeunesse de la wilaya. Le directeur de l'Office des établissements de jeunesse, Ali Rabah, a indiqué que cette rencontre se déroulera sur deux jours et vise à renforcer la culture de l'innovation, à soutenir les projets émergents et

à offrir un espace d'échange d'expériences et de savoir-faire. Elle s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à accompagner les porteurs de projets et à les encourager à s'engager dans l'entrepreneuriat, à travers la mise à disposition d'espaces d'échange, de formation et de mise en relation. Il a ajouté que cette manifestation a pour objectif principal d'encourager les jeunes innovateurs et de les inciter à persévérer, tout en mettant l'accent sur la sensibilisation aux différents dispositifs de soutien et d'accompagnement disponibles.

Le programme comprend une série d'ateliers de formation encadrés par des spécialistes, portant notamment sur la présentation des mécanismes d'aide, les modalités de création de startups, ainsi que les moyens de bénéficier des programmes de financement et d'accompagnement. Plusieurs acteurs participent à cet événement, dont l'Université Ahmed Ben Yahia El-Wancharissi, l'Agence de wilaya de soutien et de développement de l'entrepreneuriat ainsi que l'Agence de wilaya de gestion du microcrédit.

Selon la même source, cette manifestation verra la signature de conventions de partenariat entre le secteur de la jeunesse et des sports et l'Université de Tissemsilt, ainsi qu'avec l'Agence de wilaya de soutien et de développement de l'entrepreneuriat et l'Agence de wilaya de gestion du microcrédit, traduisant une volonté commune de renforcer la coopération dans le domaine du soutien à l'entrepreneuriat afin de stimuler le développement local et national.

R E.

EL-BAYADH

Intensification des campagnes de contrôle vétérinaire dans les
marchés hebdomadaires de bétail à l'approche de l'Aïd El-Adha

L'Inspection vétérinaire de wilaya, relevant de la Direction des services agricoles de la wilaya d'El Bayadh, a intensifié ses campagnes de contrôle dans les différents marchés hebdomadaires de bétail à l'approche de l'Aïd El-Adha, à-t-on informé dimanche auprès de ses responsables.

La même source a indiqué à l'APS que l'inspection vétérinaire, en plus de ses missions de contrôle quotidiens, a renforcé, récemment, ses sorties de terrain à travers les différents marchés hebdomadaires de bétail, en prévision de l'Aïd El-Adha. Des équipes vétérinaires ont été mobilisées 24h/24 pour veiller à la surveillance de l'état sanitaire et de la salubrité des animaux destinés à la vente, ainsi que pour dé-

livrer les autorisations de déplacement et de transport des têtes de bétail hors de la wilaya. Dans ce cadre, la wilaya compte huit marchés importants de bétail, dont ceux d'El-Bayadh, Bougtob et Cheguig, parmi les plus grands marchés de bétail à l'échelle nationale. Ces espaces de commerce attirent de nombreux éleveurs, commerçants et acheteurs de différentes wilayas du pays, avec une affluence particulièrement importante durant cette période précédant l'Aïd El-Adha, indique-t-on.

Par ailleurs, dans le cadre des préparatifs pour cette fête religieuse, trois abattoirs ont été mobilisés à travers la wilaya, dont le complexe régional des viandes rouges de Bougtob, ainsi que les abattoirs communaux d'El-Bayadh

et d'El-Abiodh Sidi Cheikh, où des vétérinaires assurent le contrôle sanitaire des animaux destinés au sacrifice. Dans le même contexte, un arrêté de wilaya fixant les points de vente de proximité quotidiens pour l'exposition et la commercialisation du bétail à travers les communes devra être publié prochainement.

Enfin, les autorités locales ont effectué, en fin de semaine dernière, une visite d'inspection au niveau du complexe régional des viandes rouges de Bougtob afin d'évaluer les préparatifs pour l'accueil des moutons importés destinés à l'Aïd, leur distribution étant ensuite assurée vers les points définis à travers les daïras, dans le cadre des préparatifs en cours pour cette fête.

APS

Ne nous racontons pas d'histoires, la crise énergétique est profonde et ses conséquences seront durables

1^{ère} partie

Hausse des prix des carburants, risques de pénurie, remous au sein de l'OPEP, accélération de l'électrification de l'économie: au-delà des effets de court terme, le choc pétrolier et gazier actuel aura des répercussions durables sur l'économie mondiale.

Par Gérard Horny

Qui a raison? Lors d'une conférence organisée par l'Institut français des relations internationales (IFRI), du 24 au 26 avril à Chantilly (Oise), Patrick Pouyanné, président-directeur général de TotalEnergies, a lancé une mise en garde remarquée: «Si la situation perdure encore deux ou trois mois, nous entrerons dans une ère de pénurie énergétique, comme celle que subissent déjà certains pays asiatiques.» Dès le lendemain de cette déclaration, le président Emmanuel Macron a répliqué: «La situation ne nous fait envisager aucune pénurie.» Les ministres Roland Lescure (Économie et Finances) et Maud Bregeon (chargée de l'Énergie) ont ensuite tenu des propos allant dans le même sens.

En fait, les deux opinions sont justes. Patrick Pouyanné est bien placé pour savoir ce qu'il se passe sur les marchés: il est évident qu'une fermeture du détroit d'Ormuz qui durerait encore deux ou trois mois ne serait pas sans conséquences graves sur l'approvisionnement du monde en gaz et en pétrole. Les chiffres fournis par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) montrent que la dégradation déjà enregistrée est considérable. Et les déclarations de Donald Trump laissent présager un blocage du détroit pour encore plusieurs mois, ce qui fait craindre le pire.

La plus grande perturbation de l'histoire

Selon le rapport de l'AIE sur le marché pétrolier publié le 14 avril, «l'offre mondiale de pétrole a chuté de 10,1 millions de barils par jour (mb/j) pour s'établir à 97 mb/j en mars, en raison des attaques continues contre les infrastructures énergétiques au Moyen-Orient et des restrictions persistantes imposées à la circulation des pétroliers dans le détroit d'Ormuz, entraînant la plus grande perturbation de l'histoire». Et les chiffres qui seront publiés le 13 mai prochain devraient indiquer un nouveau recul. Les pays d'Asie du Sud-Est vers lesquels sont dirigés très majoritairement le pétrole et le gaz qui transitent par le détroit d'Ormuz ont été les premiers touchés. Non seulement, plusieurs États comme l'Indonésie ou la Malaisie interviennent financièrement pour maintenir des prix des carburants à des niveaux supportables pour leur population, mais des mesures ont été prises dans certains pays comme la Birmanie ou la Thaïlande pour limiter la consommation d'énergie.

Tous les pays du monde étant en concurrence pour des produits énergé-



tiques qui se font plus rares, le choc se transmet partout par la hausse des prix, qui provoque inévitablement une baisse de la consommation. Des acheteurs se retirant du marché, les produits resteront disponibles, ce qui permettra de dire qu'il n'y a pas de pénurie même si la crise se prolonge, mais le résultat en sera très voisin...

Croissance ralentie, inflation plus forte

Du point de vue européen, on en a déjà un bon exemple ici, avec les craintes sur le kérosène, le Vieux Continent dépendant pour plus de la moitié de son approvisionnement des raffineries situées autour du golfe Persique. Au sens propre du terme, il n'y a pas encore de pénurie, mais ce carburant étant devenu très cher, les compagnies qui ne peuvent répercuter cette hausse sur leurs clients préfèrent supprimer des vols plutôt que de travailler à perte. C'est ce que font Transavia, SAS, KLM et d'autres. Mieux vaut pour elles annuler ce printemps des vols pour lesquels les billets ont été vendus à des prix modérés ou qui ne seront pas complets, afin de préserver les vols de cet été avec des tarifs élevés et des avions remplis à 100%. Les prévisions de hausse des prix devront être relevées. En avril, dans la zone euro, le taux annuel d'inflation se serait établi à 3%, contre 1,9% en février. Donc, pénurie ou pas, l'économie européenne sera sévèrement affectée. Le cas de l'Allemagne est particulièrement net. Le gouvernement de Friedrich Merz voulait redresser très fortement la croissance, après plusieurs années médiocres: recul du produit intérieur brut (PIB) de 0,9% en 2023 et de 0,5% en 2024, hausse modeste de 0,2% en 2025. En janvier 2026, il s'était fixé comme objectif un taux de croissance de 1%

cette année; il vient de le réduire de moitié à 0,5%. D'autres pays réduisent simplement leur prévision d'un dixième de point, à 0,9% pour la France (objectif qui sera très difficile à atteindre après une croissance zéro au premier trimestre) et 0,6% pour l'Italie. Et, dans tous les cas, les prévisions de hausse des prix devront être relevées. En avril, dans la zone euro, le taux annuel d'inflation se serait établi à 3%, contre 1,9% en février, selon les premières estimations d'Eurostat. La France reste en dessous de la moyenne, à 2,2% selon l'Insee, mais le gouvernement a nettement relevé sa prévision de hausse des prix pour l'ensemble de l'année à 1,9%, contre 1,3% selon le calcul initial.

Les Émirats arabes unis quittent l'OPEP

Les producteurs ne sont pas non plus à l'abri des remous provoqués par la guerre au Moyen-Orient. Les pays directement concernés sont évidemment les premières victimes, soit parce que leurs installations ont souffert, soit parce qu'ils ne peuvent pas exporter leur production et sont obligés de réduire voire d'arrêter leur production, dès lors qu'ils sont arrivés aux limites de leurs capacités de stockage. Les grands gagnants sont les pays producteurs éloignés de la zone du conflit, la Russie en tête: non seulement les mesures prises par les États-Unis visant ses exportations d'hydrocarbures ont été suspendues, mais de nouveaux acheteurs se bousculent à sa porte. C'est notamment le cas des pays de l'Asie du Sud-Est, comme l'Indonésie, le Vietnam ou les Philippines, qui cherchent désespérément de nouveaux fournisseurs. La Russie n'est pas en mesure de leur livrer autant de pétrole et de gaz que ne le faisaient les pays du Golfe, mais elle pourrait nouer de nouveaux partenariats

susceptibles de se prolonger au-delà de la période de conflit. Et déjà des voix s'élèvent en Europe pour suggérer de revoir le calendrier de la baisse programmée des achats de gaz russe. Les événements actuels mettent aussi à rude épreuve les relations entre pays producteurs, déjà compliquées auparavant. C'est ainsi que les Émirats arabes unis viennent d'annoncer qu'ils se retirent de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), dont ils représentent entre 12% et 13% de la production et l'OPEP+ (les mêmes plus une dizaine de pays, dont la Russie). Ce n'est pas la première fois qu'un des membres de l'Organisation claque la porte. L'Indonésie l'avait déjà fait en 2016, le Qatar en 2019, l'Équateur en 2020 et l'Angola en 2023.

Mais cette crise est potentiellement plus dangereuse que les précédentes. Cela fait déjà un certain temps que les Émirats arabes unis s'opposent à l'Arabie saoudite au sein de l'OPEP et à la Russie au sein de l'OPEP+. Alors que ces deux derniers pays défendent une ferme politique de quotas pour maintenir le prix du baril à un haut niveau non loin des 100 dollars, les Émirats arabes unis souhaitent au contraire développer leur production et en ont les moyens. Si d'autres pays de l'OPEP suivaient leur exemple, le leadership de l'Arabie saoudite pourrait être remis en cause et le risque d'un éclatement de l'organisation ne pourrait être exclu.

Une bonne nouvelle pour les énergies renouvelables?

Ainsi, quelles que soient la longueur et l'issue de la guerre en Iran, la crise actuelle pourrait avoir des prolongements allant bien au-delà de la hausse des prix à la pompe pendant quelques semaines. (A suivre)

TUNISIE

4 milliards de dinars
d’investissements
étrangers attendus au titre
du premier semestre 2026

Le directeur général de l’Agence de promotion de l’investissement extérieur, Jalel Tabib, a annoncé que la Tunisie devrait enregistrer des investissements directs étrangers d’environ 4 milliards de dinars au titre du premier semestre 2026, selon des données consolidées qui seront publiées prochainement. Cette projection s’appuie notamment sur la performance enregistrée en 2025, année durant laquelle les investissements étrangers ont atteint 3572,1 millions de dinars, contre 2741,8 millions en 2024, soit une progression de 30,3%. Le responsable a toutefois insisté sur un point clé : « la valeur des investissements se mesure davantage à leur qualité qu’à leur volume ».

Vers de nouveaux projets et extensions d’activité

Dans ce contexte, Jalel Tabib a évoqué l’intérêt d’investisseurs sud-coréens et suisses pour étendre leurs activités en Tunisie, parallèlement à l’arrivée de nouveaux projets, dont celui d’un acteur majeur du secteur automobile avec lequel une signature officielle est attendue la semaine prochaine. Il a également fait état de l’intérêt de 23 entreprises roumaines souhaitant renforcer leur présence dans le pays. Par ailleurs, un groupe international de premier plan dans le secteur aéronautique prévoit d’ouvrir une filiale en Tunisie dans le cadre de son expansion en Afrique, avec l’appui d’un grand groupe allemand. Ce projet serait actuellement en phase finale de validation.

Lancement imminent de la “porte de l’investisseur”

Sur le plan des réformes, l’Agence finalise la mise en place de la plateforme numérique baptisée « Portail de l’investisseur national », destinée à améliorer le climat des affaires et à simplifier les démarches administratives. Son lancement officiel est prévu à l’occasion de la 22e édition du Forum de l’investissement en Tunisie, qui se tiendra les 25 et 26 juin 2026, sous l’égide du ministère de l’Économie et de la Planification. Ces annonces ont été faites lors d’une rencontre consacrée au climat des affaires en Tunisie, mettant en avant les perspectives d’investissement et les leviers de transformation économique.

Agence

SES REVENUS ONT ÉTÉ MULTIPLIÉS PAR 3
La flambée de l’énergie gonfle
les recettes de la Libye

La Compagnie nationale du pétrole de Libye (NOC) a publié des revenus en nette hausse, passant de 1 milliard de dollars en février à 2,9 milliards en avril. Mais la situation économique de ce pays, divisé en deux et gangrené par les groupes armés, reste particulièrement difficile.

La flambée des cours des hydrocarbures fait les affaires de la compagnie nationale du pétrole de Libye (Noc). Alors que sa production a atteint 1,4 million de barils par jour en avril, elle a annoncé que ses revenus ont bondi à 2,9 milliards de dollars, contre 1 milliard en février avant le début de la guerre déclenchée par les États-Unis et Israël contre l’Iran. En deux mois, ses recettes ont donc été multipliées par trois. A priori, c’est une bonne nouvelle pour la Libye et ses 7,5 millions d’habitants, dont l’économie est très dépendante des revenus pétroliers. La guerre civile qui a suivi la chute du dictateur Mouammar Kadhafi en 2011 a drastiquement limité la production ces dernières années, alors que le pays abrite pourtant les premières réserves d’Afrique (environ 48,4 milliards de barils, soit plus d’un an de consommation mondiale). Mais la population libyenne risque de ne pas profiter vraiment de cette embellie. Sur place, deux exécutifs se disputent toujours le pouvoir: à Tripoli, le

gouvernement d’Abdelhamid Dbeibah, reconnu par l’Onu, et un autre dans l’est du pays, à Benghazi, contrôlé par le maréchal Khalifa Haftar et ses fils. Cette prégance des groupes armés favorise la captation des revenus pétroliers par une minorité. "Les détournements de fonds publics sont un phénomène bien établi. Il est fort probable, qu’à l’avenir, l’augmentation des recettes suive le même schéma de mauvaise gestion et de détournement", observe ainsi Claudia Gazzini, spécialiste de la Libye au sein de l’International Crisis Group, interrogée par le Financial Times.

Trajectoire budgétaire "intenable"

Le pays reste de plus dans une situation économique très précaire et la population souffre d’une inflation élevée. L’an dernier, malgré des recettes pétrolières de 22 milliards de dollars, en hausse de plus de 15% sur un an, la Libye a fait face à un déficit en devises de 9 milliards de dollars, selon la banque cen-

trale. Sa trajectoire budgétaire est considérée comme "intenable" par le Fonds monétaire international (FMI). "Les dépenses publiques ont largement dépassé les niveaux soutenables, les déficits budgétaires atteignant environ 30% du PIB en 2025. Ces pressions budgétaires ont contribué à une inflation à deux chiffres, réduisant le pouvoir d’achat et pesant sur le niveau de vie de la population", écrit le FMI dans une note publiée mi-avril, en notant que la dette a doublé en deux ans pour atteindre 146% du PIB. Dans ce contexte, l’institution appelait à épargner les gains exceptionnels liés à la flambée des prix de l’énergie "pour reconstituer les réserves budgétaires". De possibles progrès sont toutefois espérés. Pour la première fois depuis 2013, les organes législatifs rivaux de l’Est et de l’Ouest de la Libye ont signé un accord début avril, sous l’égide des États-Unis, pour unifier leurs dépenses publiques.

Agence

ÉGYPTE

Un nouveau projet d’ammoniac vert de 5 milliards USD
en discussion

L’Egypte continue d’attirer des projets d’hydrogène et d’ammoniac verts portés par des industriels internationaux, même si plusieurs de ces initiatives restent au stade préparatoire et ne bénéficient pas encore d’engagements financiers fermes.

Rédaction Internationale

L’entreprise Hynfra a annoncé avoir présenté au ministre égyptien de l’Industrie un projet de production d’ammoniac vert à Ras Banas, dans le sud-est du pays. Baptisée Egypt Amun Green Ammonia, cette initiative est actuellement en phase de développement et bénéficie d’un

soutien politique, selon le communiqué publié. « Le site a été choisi pour son ensoleillement exceptionnel et ses vents forts et constants provenant de la mer Rouge, auxquels le projet aura un accès direct. Une capacité totale de 2 000 MW d’énergie renouvelable sera installée sur un site de 100 km² », a souligné l’annonce d’Hynfra. L’installation combinant solaire et éolien est destinée à alimenter une unité de production hors réseau. La production initiale est estimée à 400 000 tonnes par an à partir de 2031, avec un potentiel d’extension à un million de tonnes.

Un financement à structurer

L’investissement est évalué à 5 milliards USD dans une première phase, pouvant atteindre 10 milliards USD à pleine capacité. Aucun détail n’est fourni à ce stade sur l’origine probable du financement, les acheteurs potentiels ou le calendrier précis de mise en œuvre. Selon les promoteurs du projet, les discussions ont porté sur les hypothèses d’investissement et l’alignement avec la stratégie de transition énergétique de l’Égypte. Cette annonce s’inscrit dans une série de projets similaires en cours d’étude dans le pays. Début avril, Abu Qir Fertilizers, Alexfert,

Orascom Construction et UEG ont signé un protocole d’accord pour développer un hub d’hydrogène vert à Alexandrie. Ce projet prévoit des études de faisabilité pour une capacité de 500 MW, destinée à produire environ 480 tonnes d’ammoniac vert par jour, sans aucune précision sur l’investissement ni le calendrier. Selon les autorités égyptiennes, le pays vise une production de 10 millions de tonnes d’hydrogène vert à long terme et souhaite capter 8 % du marché mondial. Lors de la COP27, plus de 83 milliards USD de protocoles d’accord avaient été annoncés pour des projets similaires.

MAURITANIE

Hausse de 10 à 15% sur le gasoil et l’essence

La Mauritanie a annoncé une hausse des prix des carburants dans un contexte international tendu. Le diesel augmente de 10 % et l’essence de 15,3 %, tout en maintenant des subventions pour limiter l’impact sur les ménages. Le gaz domestique est également révisé et des mesures de circulation sont mises en place pour rationaliser la consommation. Ces ajustements visent à protéger les familles tout en répondant aux tensions sur les marchés énergétiques. La Mauritanie a officialisé une nouvelle augmentation des prix des carburants dans un contexte international marqué par de fortes tensions sur les marchés énergétiques. Le gouverne-

ment a annoncé ces mesures lors d’une conférence de presse le 31 mars 2026, à l’issue du Conseil des ministres, justifiant la hausse par l’impact direct des crises géopolitiques au Moyen-Orient sur les marchés mondiaux. " Ces augmentations sont justifiées par la crise mondiale que connaît le monde, notamment sur le plan énergétique. Vous savez, les prix se sont multipliés par trois, quatre, et la Mauritanie, comme tous les pays de la sous-région, est un pays importateur de ces produits raffinés." Selon les nouvelles mesures, le diesel augmente de 10 % et l’essence de 15,3 %, tout en maintenant des sub-

ventions pour protéger les ménages. Le gaz domestique est également révisé : la bouteille B12 passe à 7 000 ouguiyas, la B6 à 2 400 ouguiyas et la B3 à 1 100 ouguiyas, avec un soutien partiel de l’État. Le ministre de l’Énergie et du Pétrole, Mohamed Ould Khaled, qualifie la situation de véritable crise touchant production et transport de l’énergie. Pour réduire la consommation, le gouvernement impose de nouvelles restrictions : les véhicules à quatre roues sont interdits en ville entre minuit et 5 heures et les déplacements interurbains limités après minuit sauf urgence, tandis que les piétons et cyclistes ne sont pas concernés.

" Cette augmentation n’a pas touché les prix de l’électricité, malgré que les prix qui entrent dans la production de l’électricité ont augmenté, notamment le diesel lourd, mais le gouvernement a décidé de maintenir les prix tels qu’ils étaient. " Ces mesures, encadrées par l’État s’inscrivent dans une perspective régionale, où plusieurs pays africains font face aux mêmes tensions sur les marchés de l’énergie, et visent à renforcer la résilience nationale tout en protégeant les populations les plus vulnérables.

R.E

CAMEROUN

Sosucam accroît sa capacité sucrière avec une unité moderne à 4,5 millions USD

Au Cameroun, la filière sucrière emploie des milliers de personnes, notamment dans les plantations et les usines de la SOSUCAM. L'entreprise poursuit sa croissance avec la mise en activité d'une nouvelle unité.

La Société sucrière du Cameroun (Sosucam) a investi 2,5 milliards de FCFA (environ 4,5 millions USD) dans une nouvelle unité de production de sucre en morceaux sur son site de Nkoteng, une commune située dans la région du Centre, selon les informations recueillies par Investir au Cameroun. Financé sur fonds propres, le projet a été engagé il y a plus de deux ans. La nouvelle installation est désormais entrée en service, confirme un haut cadre de la filiale du groupe Castel. Dotée d'une capacité de production de 100 tonnes par jour, cette unité doit permettre à l'entreprise de renforcer son offre sur le segment du sucre transformé. Elle remplace l'ancienne installation de Mbandjock, devenue moins adaptée aux exigences techniques actuelles. À travers cet investissement, Sosucam cherche à améliorer la qualité de sa production et à moderniser ses procédés industriels. Selon des sources internes, l'entreprise entend également consolider sa position sur le marché national, dans un contexte marqué par l'évolution de la demande et la montée de la concurrence sur certains segments. Cette nouvelle capacité pourrait ainsi permettre au producteur de mieux répondre à la demande des ménages et des indus-

triels, tout en renforçant sa présence sur le marché local.

Une filière en recomposition

L'investissement réalisé à Nkoteng intervient dans une perspective de recomposition du marché camerounais du sucre. Plusieurs opérateurs cherchent en effet à accroître leurs capacités de production sur un marché structurellement déficitaire. C'est notamment le cas de Wega Food. Basé dans la zone industrielle de Douala, l'industriel prévoit de porter sa capacité de production à 700 tonnes par jour grâce à une extension en cours de finalisation. Cette dynamique traduit la volonté des opérateurs présents sur le marché de renforcer l'offre nationale. Lors du lancement de la campagne 2025/2026, Sosucam décrivait déjà un environnement international défavorable, marqué selon elle par les politiques de soutien mises en œuvre par de grands producteurs comme le Brésil et l'Inde. Selon l'entreprise, ces subventions contribueraient à maintenir les prix mondiaux à des niveaux artificiellement bas, alimentant au Cameroun les demandes des importateurs en faveur d'une plus grande ouverture du marché. Dans ce contexte, Sosucam plaiderait pour une continuité ré-

glementaire afin d'éviter ce qu'elle présente comme une dérégulation préjudiciable à la production locale.

Un marché local sous tension

Les tensions sur le marché intérieur restent toutefois fortes. D'après les données de l'Institut national de la statistique (INS), le Cameroun a exporté 8 047 tonnes de sucre en 2025, contre 512 tonnes en 2024. Cette progression intervient pourtant dans une dynamique de déficit structurel du marché local. Avec une production annuelle généralement comprise entre 120 000 et 160 000 tonnes, Sosucam ne couvre qu'une partie d'une demande nationale estimée à près de 300 000 tonnes. Ce déséquilibre conduit régulièrement les pouvoirs publics à autoriser des importations pour sécuriser l'approvisionnement du marché. Dans ces conditions, la hausse des exportations interroge moins sur la compétitivité internationale de la filière que sur la nature des flux commerciaux. Elle pourrait refléter des arbitrages ponctuels en direction de marchés voisins plus rémunérateurs, plutôt qu'une percée durable du sucre camerounais à l'international. Synthèse R E.

AFRIQUE DU SUD

Le constructeur chinois Jetour va y assembler ses SUV dès 2027

Pour la première fois, un constructeur automobile chinois passe du statut d'exportateur à celui de fabricant local en Afrique : Jetour va assembler ses SUV à Pretoria, transformant l'usine Nissan en tête de pont industrielle. Le constructeur chinois Jetour a annoncé mercredi 29 avril qu'il produira ses SUV tout-terrain T1 et T2 en Afrique du Sud à partir de 2027, à l'usine de Rosslyn que sa maison mère Chery est en train de racheter

à Nissan. Chery prévoit une capacité de production de 50 000 unités par an sur ce site et la création de plus de 3000 emplois dans l'industrie manufacturière et les chaînes d'approvisionnement, selon un communiqué publié mercredi par Jetour. « Cette annonce de production locale des T-Series positionne l'Afrique du Sud comme une composante à part entière des ambitions mondiales de Jetour », a déclaré Nic Campbell (photo), vice-président de

Jetour Afrique du Sud, dans le communiqué.

Un site de 60 ans d'histoire automobile change de mains

L'usine de Rosslyn, située à une trentaine de kilomètres au nord de Pretoria, est en production depuis 1966, selon Nissan. La cession à Chery SA, soumise à l'approbation des autorités de régulation, devrait être finalisée à mi-2026. Quelque

700 des 800 salariés de Nissan sur le site se verront proposer un emploi chez le repreneur chinois, selon des conditions similaires, a indiqué Nissan dans un communiqué publié en janvier. Nissan, qui ne fabriquait plus que le pickup Navara à Rosslyn depuis l'arrêt du NP200, restera présent sur le marché sud-africain en tant qu'importateur.

Agence

PÉTROLE

Au seuil de sa 1^{ère} production, l'Ouganda prépare un nouvel appel d'offres

Jusqu'ici, seulement deux cycles d'appels d'offres pour l'attribution de licences pétrolières ont été lancés en Ouganda, où d'importantes réserves d'hydrocarbures ont été découvertes dans la région du lac Albert. L'Ouganda ouvrira un nouveau cycle d'attributions de licences d'exploration pétrolière dès l'exercice fiscal 2026/2027, qui débute en juillet. L'information a été annoncée par Ruth Nankabirwa (photo), la ministre ougandaise de l'Énergie, lors d'une conférence sur le secteur pétrolier, tenue à Kampala le mardi 28 avril. Il s'agira du 3^{ème} cycle d'appel d'offres dans l'histoire du pays, après le dernier en date lancé en 2019 et bouclé en

2023, qui a concerné 5 blocs. Il proposera des sites dans l'Albertine Graben, zone déjà connue, ainsi que dans des bassins dits « frontière » encore peu explorés, notamment Moroto-Kadam et Kyoga, situés dans le nord et le nord-est du pays, a précisé la ministre. L'annonce intervient alors que les autorités visent le premier baril commercial ougandais, d'ici la fin du second semestre 2026. Les champs existants, Tilenga opéré par le français TotalEnergies, et Kingfisher opéré par le chinois CNOOC, sont développés en partenariat avec la compagnie pétrolière publique UNOC. Leur production sera acheminée via l'EACOP, un oléoduc chauffé de 1443 kilomètres reliant l'Ou-

ganda au port tanzanien de Tanga, oléoduc dont l'avancement des travaux atteignait 82 %, selon les données publiées par la Petroleum Authority of Uganda (PAU) début avril. Près de 12,3 milliards de dollars ont été investis dans les opérations à ce jour, a indiqué l'institution. Les réserves actuellement identifiées sont estimées à 6,5 milliards de barils, toutes localisées dans l'Albertine Graben, à la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC), rapporte Reuters. Une fois les champs à pleine capacité, la production devrait atteindre 240 000 barils par jour, selon les projections du consortium EACOP. De son côté, la PAU anticipe une croissance du PIB de 10,4 % dès la première

année de production. En ouvrant un nouveau cycle d'exploration avant même d'avoir exporté son premier baril, Kampala entend consolider et élargir sa base de réserves pétrolières sur le long terme, au-delà des gisements déjà en développement. Par ailleurs, l'exploitation attendue du brut ougandais s'intègre dans une dynamique énergétique régionale. Le 23 avril dernier, lors de l'« Africa We Build Summit » à Nairobi, le milliardaire nigérian Aliko Dangote a annoncé son intention de construire une raffinerie de 650 000 barils par jour à Tanga, en Tanzanie, au terminus même de l'EACOP.

Agence

RDC

Eastcastle sollicite jusqu'à 59 millions \$ de la SFI pour étendre ses tours télécoms

La RDC ambitionne de devenir un hub numérique régional à l'horizon 2030, avec une feuille de route qui priorise l'extension des infrastructures et l'inclusion financière. La Société financière internationale (SFI) envisage d'accorder un financement pouvant aller jusqu'à 59 millions de dollars au gestionnaire de tours télécoms Eastcastle Infrastructure pour financer l'extension de son réseau en République démocratique du Congo (RDC). Dans le détail, la SFI prévoit de réactiver un engagement de dette existant de 30 millions de dollars et d'y ajouter un nouveau financement mixte pouvant atteindre 29 millions de dollars. Le reste du financement, qui fait partie d'un programme global estimé à 180 millions de dollars, devra être mobilisé auprès d'autres investisseurs. Ces fonds seront utilisés pour financer le déploiement et l'exploitation de nouvelles tours de télécommunications sur le territoire congolais. Ces infrastructures devraient permettre à plusieurs opérateurs mobiles de partager les mêmes équipements, plutôt que de construire chacun leurs propres pylônes. Selon les dernières données de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications du Congo (ARPTC), le pays compte environ 73,9 millions d'abonnements mobiles actifs pour une population estimée à 112,2 millions d'habitants, soit un taux de pénétration de 65,9 %. L'internet mobile représente environ 55 % des revenus du secteur télécoms, tandis que le taux de pénétration de la monnaie mobile a dépassé 30 % à la fin de 2025. Dans ce contexte, l'extension de la couverture réseau devrait permettre à davantage d'utilisateurs, notamment non bancarisés, d'utiliser les services de paiement et de transfert d'argent via le téléphone mobile. R.E

FRANCE

Le CAC 40 glisse sous les 8 100 points, Trump active l’opération Project Freedom

Au cours de cette première séance du mois de mai, les Bourses européennes reculent hormis Francfort, après un long week-end. Les investisseurs surveillent l'évolution du conflit au Moyen-Orient qui entre dans son 65ème jour. L'absence d'issue dans les négociations entre les Etats-Unis et l'Iran continue de susciter des préoccupations. Vers 10h30, le CAC 40 recule de 0,49% à 8 075,46 points. L'Eurostoxx 50 perd 0,51% à 5 851,49 points.

Nouvel épisode dans la guerre au Moyen-Orient. Donald Trump a annoncé une opération à partir de ce lundi pour débloquer des navires coincés depuis deux mois dans le Golfe. Mais l'Iran, par la voix du président de la commission du Parlement iranien sur la sécurité nationale, Ebrahim Azizi, sur X, a immédiatement répondu que toute intervention américaine dans le détroit d'Ormuz serait considérée comme une violation du cessez-le-feu. A compter de ce lundi matin, la marine américaine escortera au travers du détroit d'Ormuz des navires de pays "qui n'ont rien à voir avec le conflit au Moyen-Orient", a précisé le président américain sur sa plateforme Truth Social. Il a prévenu que si cette opération, baptisée Project Freedom ("Projet Liberté"), devait être entravée par Téhéran, cela "devrait malheureusement être traité par la force". De son côté, Emmanuel Macron, en déplacement en Arménie, pour le huitième sommet de la Communauté politique européenne exige "une réouverture concertée d'Ormuz entre l'Iran et les Etats-Unis. "Il faut le faire sans restriction et sans péage", a déclaré le président français. Depuis le déclenchement du conflit, l'Iran verrouille le détroit d'Ormuz, par lequel transite habituellement 20% de la consom-

mation mondiale de pétrole. Dans ce contexte, les cours du pétrole poursuivent leur baisse. Vers 10h30, le Brent perd 4,14% à 109,37 dollars. Le WTI cède 2,35% à 102,94 USD. Dans l'actualité des sociétés cotées, Crédit Agricole SA fait part de la finalisation, par ses filiales LCL et Crédit Agricole Assurances, de leur rachat conjoint du Groupe Milleis au fonds d'investissement AnaCap, un projet qui avait été annoncé le 24 juillet 2025. L'acquisition par LCL de l'intégralité du groupe (composé de Milleis Banque et de ses filiales Milleis Vie, Cholet Dupont Oudart et Cholet Dupont Asset Management) a été immédiatement suivie de la cession par LCL de la compagnie d'assurance Milleis Vie à Crédit Agricole Assurances. Par ailleurs, Renault Group fait part du renouvellement de son dispositif d'actionariat salarié Renault Group Shareplan, pour la cinquième année consécutive, réaffirmant ainsi son "ambition de bâtir un modèle d'entreprise inclusif et participatif". À ce jour, plus de 90% des salariés sont actionnaires de Renault, représentant 6,12% du capital au 31 décembre 2025. Worldline a finalisé la cession de son activité Electronic Data Management à SIX. Cette opération s'inscrit dans la stratégie de recentrage du groupe sur les paiements

en Europe. Elle doit permettre de simplifier l'organisation et d'améliorer l'allocation des ressources, conformément au plan de transformation North Star. Engie, via Ocean Winds, sa co-entreprise dédiée à l'éolien en mer et détenue à 50/50 avec EDP Renewables, a annoncé la mise en opération complète d'EMYN et le démarrage de la production d'électricité du parc pilote EFGL. Le spécialiste des gaz industriels et médicaux Air Liquide a annoncé la cession de ses activités de production de biogaz aux Etats-Unis, en France, en Norvège et en Suède à Mobius Renewables. Le communiqué de presse précise que ces opérations comprennent plusieurs unités de production et infrastructures de distribution.

France : l'activité manufacturière au plus haut depuis mai 2022

Côté statistiques, les investisseurs ont pris connaissance des indices PMI manufacturier du mois d'avril. Celui de l'Allemagne

est ressorti à 51,4 en avril, contre 51,2 de consensus après 52,2 en mars, a indiqué S&P Global. En France, au mois d'avril, cet indice s'est amélioré conformément aux attentes selon des données de S&P Global. Il est ainsi passé de 50 à 52,8 points entre mars et avril, atteignant son plus haut niveau depuis mai 2022. Il a été porté par les nouvelles commandes et la production qui ont enregistré leurs plus fortes hausses depuis le premier semestre 2022. Toutefois, selon les entreprises interrogées, ces rebonds de la demande et de l'activité s'appuient principalement sur des opérations de stockage dans les entreprises clientes, les risques de pénuries et de hausses des prix ayant en effet conduit ces dernières à anticiper leurs commandes. De fait, les prix des achats ont de nouveau très fortement augmenté en avril, tandis que l'inflation des prix de vente s'est elle aussi accélérée.

Agence

WALL STREET

Les contrats à terme mitigés, les risques au Moyen-Orient restent au centre de l’attention

Les contrats à terme sur les indices boursiers américains affichaient des résultats contrastés lundi, laissant présager un début de semaine prudent. Les investisseurs évaluent l'intensification du bras de fer entre les États-Unis et l'Iran autour du détroit d'Ormuz, voie maritime cruciale pour le pétrole qui demeure fermée. Bien que la solidité des résultats d'entreprises ait soutenu les marchés ces dernières semaines, le conflit entre Washington et Téhéran constitue toujours une hypothèque majeure. Ce conflit, qui entre désormais dans son troisième mois, continue de peser sur l'économie mondiale alors que les cours du brut restent élevés et que le risque d'une reprise des hostilités persiste. 'Les marchés peuvent faire abstraction du brouillard de la guerre si celui-ci est susceptible de se dissiper dans un délai raisonnable', a déclaré Brian Jacobsen, stratège économique en chef chez Annex Wealth Management. 'L'essentiel est de reconnaître que ce qui se passe est temporaire et non permanent. C'est une chose que l'on oublie facilement lorsque l'on traverse cette phase transitoire.' Lundi, l'armée iranienne a mis en garde les forces américaines contre toute entrée dans le

détroit d'Ormuz, après que le président Donald Trump a déclaré que les États-Unis aideraient à libérer les navires bloqués dans le Golfe. L'Iran examine également la réponse américaine à sa dernière offre de pourparlers de paix, après l'échec des précédentes tentatives diplomatiques pour parvenir à une percée. À 4h47 ET, les E-minis sur le Dow Jones perdaient 101 points, soit 0,2%, les E-minis sur le S&P 500 gagnaient 5,25 points, soit 0,07%, et les E-minis sur le Nasdaq 100 progressaient de 61,75 points, soit 0,22%. Par ailleurs, Berkshire Hathaway a rapporté samedi avoir été vendeur net d'actions pour le 14e trimestre consécutif. Le conglomérat, souvent considéré comme un baromètre de l'économie américaine, est étroitement surveillé pour ses analyses sur les valorisations et les conditions de marché globales. Sur un autre front, l'action GameStop reculait de 0,8% tandis qu'eBay bondissait de 8,3% dans les échanges d'avant-Bourse, après que le distributeur de jeux vidéo a dévoilé une proposition de rachat d'eBay pour environ 56 milliards de dollars, dans le cadre d'une transaction en numéraire et en actions.

Agence

POINT-MARCHÉS

L’Europe dans le désordre à l’ouverture, Ormuz dans le viseur

Les principales Bourses européennes évoluent dans le désordre lundi en début de séance, les investisseurs analysant l'annonce d'une opération américaine visant à garantir la navigation dans le détroit d'Ormuz. À Paris, le CAC 40 perd 0,25% à 8.094,90 points vers 07h36 GMT et à Francfort, le Dax avance de 0,31%. La Bourse de Londres est fermée

lundi. L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,11%, le FTSEurofirst 300 gagne 0,04% et le Stoxx 600 grappille 0,06%. L'armée iranienne a averti lundi les forces américaines de ne pas entrer dans le détroit d'Ormuz, réagissant à l'annonce du président Donald Trump selon laquelle les Etats-Unis vont à aider dès ce lundi les navires commerciaux bloqués dans le Golfe à franchir cette voie de pas-

sage cruciale pour le transport des hydrocarbures. Les négociations entre Iran et Washington restent toujours dans l'impasse et, alors que les tensions dans le détroit d'Ormuz risquent de s'intensifier à nouveau, le marché pétrolier ne montre guère de signes d'apaisement. Après avoir légèrement baissé en début de journée, les prix du brut remontent ce lundi, ce qui

maintient le Brent, référence du marché, bien au-dessus des 100 dollars le baril. Les investisseurs, qui craignent les répercussions économiques de la guerre, pourront à nouveau en évaluer l'impact à la lumière des chiffres définitifs concernant le secteur manufacturier de la zone euro. Aux valeurs, les actions des constructeurs automobiles allemands reculent après que le prési-

dent américain Donald Trump a annoncé vendredi qu'il allait porter à 25% les droits de douane sur les voitures et les camions en provenance de l'Union européenne (UE), contre 15% précédemment convenus. Porsche et Mercedes reculent respectivement de 1,50% et 1,07%, tandis que BMW perd 1,57% et Volkswagen 0,51%.

R. I.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 04 Mai 2026

Valeur : 06 Mai 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.3107	132.3257
1	EUR	EURO		154.9888	155.0328
1	GBP	POUND STERLING		179.4287	179.5464
100	JPY	JAPANESE YEN		84.3119	84.3322
1	CNY	CHINESE YUAN		19.3706	19.3742
1	CHF	SWISS FRANC		168.9360	169.0415
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.2301	97.2554
1	DKK	DANISH KRONE		20.7416	20.7449
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.3043	14.3086
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2682	14.2731
1	AED	UAE DIRHAM		36.0196	36.0325
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2772	35.2831
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.8234	432.0134
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.1993	45.6536
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3074	14.3090
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7559	20.8620
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3186	3.3289
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.7885	181.7885

FACE AU SURTOURISME

La Grèce augmente son nombre de plages protégées

Les autorités grecques tentent de mettre en place des régulations pour lutter contre le surtourisme et ses nuisances. Mais elles marchent sur un fil, car l'économie grec est très dépendante des vacanciers.

Synthèse R I/Agence

Pass de transats alignés, de bars, de musique, de cabanons, où même de parasols à la location. À l'approche de l'été, la Grèce a ajouté 12 nouvelles plages à la liste des plages protégées, ce qui porte leur nombre à 250, selon un communiqué conjoint des ministères de l'Economie et de l'Environnement. L'objectif est de "protéger efficacement les plages présentant une valeur esthétique, géomorphologique ou écologique particulière, ainsi qu'à préserver les types d'habitats et les espèces de faune et de flore qui y sont présentes". Le gouvernement ajoute que le nombre de plages protégées par la label Natura 2000 "est en constante augmentation". Comme le rapporte le site I Kathimerini, les camions de restauration et les embarcations de plaisance y sont interdits, de même que l'accès des véhicules, les rassemblements organisés de plus de dix personnes et l'utilisation de musique, de haut-parleurs ou d'amplificateurs. La plupart de ces nouvelles "plages hautement protégées" sont situées sur les îles grecques, notamment Corfou, Koufonisia,



la Crète ou Leucad, mais aussi sur le continent dans le Golfe de Patras.

La folie des Cyclades

Ces actions font partie d'une réflexion plus globale visant à limiter le développement touristique incontrôlé. En 2025, la Grèce a accueilli 38 millions de touristes (+5,6 % sur un an) battant son record pour la 3ème année d'affilée. Et cette statistique n'inclut pas les croisières. Le pays fait partie des 10 destinations les plus prisées au monde. Ce chiffre de 38 millions peut paraître mesuré, comparé aux plus de 100 millions de

touristes accueillis en France. Sauf que le territoire grec est plus réduit (130.000 km² contre 630.000 pour la France). Surtout, le pays ne compte que 10 millions d'habitants (près de 70 millions pour la France), sa population est donc multipliée par presque quatre avec la venue des touristes. Malgré tout, le pays dispose d'un très grand littoral. Le problème majeur réside dans le fait que les vacanciers se concentrent aux mêmes endroits, aux mêmes périodes de l'année. Les îles des Cyclades, comme Santorin, Mykonos ou Paros, en sont l'illustration parfaite. Sur l'île de Milos (5.000 habitants), 48 projets d'hôtels sont en cours. Le maire de la ville a annulé le permis de construire d'un des plus gros hôtel de luxe. À l'image du gouvernement grec, il tente de marcher sur un fil, entre préservation de l'environnement et de l'identité d'une part et développement économique d'autre part. "Nous ne voulons pas que l'identité de l'île change. Il est possible d'y installer de nouvelles infrastructures, d'accueillir d'autres entrepreneurs et de construire des installations, tout préservant ses caractéristiques uniques", témoigne-t-il auprès de BFM Business.

ON NE POURRA PLUS PAYER TOUT CE QU'ON VEUT EN LIQUIDE L'UE va plafonner le montant des paiements en espèces en 2027

À partir de 2027, l'Union européenne plafonnera les paiements en espèces à 10.000 euros chez les professionnels pour lutter contre le blanchiment, avec des contrôles renforcés dès 3.000 euros, tout en laissant aux pays comme la France, déjà plus stricte (1.000 euros), la possibilité de conserver leurs propres limites. Payer un produit de luxe à 15.000 euros, régler son installateur de pompe à chaleur en sortant des liasses de billets... C'est bientôt fini en Europe. En 2024, en effet, l'Union européenne a adopté le règlement 2024/1624/UE, instaurant un plafond uniforme de 10.000 euros pour

les paiements en espèces dans l'ensemble des États membres, avec une entrée en vigueur fixée au 10 juillet 2027. Une mesure qui s'inscrit dans un dispositif bien plus large de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et dont le volet "espèces" n'est, en réalité, que la partie émergée de l'iceberg. Concrètement, de quoi s'agira-t-il ? Ce plafond concernera uniquement les paiements effectués auprès de professionnels comme les commerçants, les entreprises et autres artisans. Les transactions entre particuliers ne sont pas visées. Les secteurs dans le collimateur sont bien identifiés : l'automobile de luxe, les

yachts, les jets privés, certaines activités immobilières. Pour Paul Tang, l'eurodéputé néerlandais responsable du dossier, l'objectif est d'empêcher les criminels d'acquiescer des biens de grande valeur en liquide, sans laisser de trace. Une disposition complémentaire est aussi prévue au règlement : pour toute transaction en espèces comprise entre 3.000 et 10.000 euros, les vendeurs seront désormais tenus de vérifier l'identité des acheteurs. Une mesure de traçabilité qui complète le plafonnement. Si dans certains pays d'Europe comme l'Allemagne où l'on règle beaucoup en espèces, cette réglementation aura d'importantes réper-

cussions, pour les Français en revanche, ça ne changera rien.

En France, c'est 1.000 euros depuis 2015

L'Hexagone en effet n'a pas attendu Bruxelles pour encadrer strictement l'usage du liquide. Depuis 2015, sous l'impulsion de l'ancien ministre de l'Économie Michel Sapin, le plafond des paiements en espèces est fixé à 1.000 euros pour les transactions entre un particulier et un professionnel. Ce seuil avait été abaissé dans un contexte sécuritaire marqué, notamment après les attentats de la même année. Avant cela, la limite était de 3.000 euros. Agence

VERS UNE PERTE DE 15 MILLIARDS D'EUROS

Les nouveaux droits de douane de Donald Trump sur l'automobile risquent de coûter très cher à l'Allemagne

L'Institut de Kiel pour l'économie mondiale estime que la dernière hausse des taxes douanières sur les automobiles européennes exportées vers les États-Unis pourrait entraîner des pertes de production de 15 milliards d'euros en Allemagne, et même de 30 milliards d'euros à long terme. Le relèvement des droits de douane sur les voitures et les camions importés de l'Union européenne annoncé par le président américain Donald Trump pourrait coûter près de 15 milliards d'euros de production à l'Allemagne, a déclaré samedi 2 mai à Reuters un institut économique. Cette estimation de l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale (IfW) met en lumière l'exposition de la première économie européenne aux droits de douane américains à l'importation, qui ont déjà coûté plusieurs milliards d'euros à l'industrie automobile allemande. "Les effets seraient substantiels", a déclaré le président de l'IfW, Moritz Schularick, ajoutant que les pertes de production pourraient atteindre environ 30 milliards d'euros à plus long terme, selon l'analyse de l'institut. "Le taux de croissance déjà poussif de l'Allemagne serait durablement touché", a déclaré l'économiste de l'IfW Julian Hinz. L'institut anticipe actuellement une croissance de l'économie allemande de 0,8% cette année. D'autres économies européennes dotées d'un secteur automobile important, notamment l'Italie, la Slovaquie et la Suède, devraient également subir des pertes significatives, a ajouté l'IfW.

R.E.

LES ETATS-UNIS S'ENDETTENT DE 1.000 MILLIARDS DE DOLLARS EN 5 MOIS Des experts imaginent une terrible crise de la dette en 2028

Dans un document de 75 pages, l'organisation No Labels imagine un scénario dans lequel les investisseurs perdraient confiance dans la solvabilité des États-Unis alors que la dette du pays atteint déjà 39.000 milliards de dollars. 100 ans plus tard, les États-Unis sont-ils sur le point de connaître une tempête financière aussi grave que la Grande Dépression de 1929 ? Alors que la première économie mondiale vient de franchir le seuil des 39.000 milliards de dollars de dette - cinq mois seulement après avoir atteint le palier des 38.000- et que son déficit est proche de 6% du PIB, cette hypothèse ne peut plus être totalement écar-

tée selon le collectif américain classé au centre No Labels. Et sans une reprise en main rapide, les conséquences seraient dramatiques, avertit l'organisation qui entend lutter contre l'extrême polarisation politique outre-Atlantique. Dans un document de 75 pages baptisé "Cauchemar sur Main Street", elle imagine ainsi le scénario (fictif mais pas improbable selon elle) d'une Amérique aux abois, proche de l'effondrement économique, faute d'avoir réussi à tenir ses comptes ces dernières années. Des investisseurs qui se détournent des bons du Trésor No Labels situe le début des turbulences

en septembre 2028, à deux mois de l'élection présidentielle qui doit désigner le successeur de Donald Trump. L'économie américaine se porte alors plutôt bien "grâce au boom des investissements dans l'IA" qui masquent la réalité des finances publiques du pays et l'État fédéral a jusqu'à présent toujours réussi à se financer sans trop de difficulté sur les marchés. Mais un premier incident va venir gripper la machine : alors que toujours rien n'a été fait pour assainir les comptes, les adjudications de bons du Trésor sont de plus en plus décevantes et certaines se soldent même par des échecs. Signe que les investisseurs finissent par perdre pa-

tience et que la confiance dans la solvabilité des États-Unis commence à s'éroder. Face à cette perte d'intérêt pour les titres de dette américaine, le Trésor se voit contraint d'offrir des rendements plus élevés. De moins de 5%, ils passent à 6, puis 7 puis 8% à 10 ans. Ceux qui détiennent déjà des bons du Trésor prennent peur : "Qui voudrait acheter nos obligations à 10 ans offrant 5% de rendement alors qu'il est possible d'en acheter de nouvelles à 8% ? Personne à moins de les brader fortement. C'est ce que nous avons dû faire", témoigne un PDG fictif d'une banque américaine.

R.E.

MALGRÉ LES TENSIONS SUR LES COMPOSANTS

Apple affiche des prévisions optimistes

La pénurie mondiale de mémoire ne semble pas freiner les ambitions d'Apple à court terme. Le groupe californien vise une nette hausse de ses revenus pour le trimestre qui s'achèvera en juin.



Le géant de Cupertino a profité de la présentation de ses résultats du deuxième trimestre fiscal pour détailler ses perspectives sur les trois mois à venir. Après avoir enregistré 111,2 milliards de dollars de revenus, en hausse de 17 % sur un an, le groupe vise une nouvelle progression de son chiffre d'affaires, comprise entre 14 % et 17 %. La pénurie de puces mémoire DRAM et NAND, nourrie par la forte demande liée aux infrastructures d'intelligence artificielle, pèse toujours sur la disponibilité de certains composants. Apple présente ainsi ses prévisions comme sa « meilleure estimation dans un

contexte d'offre contrainte ».

Apple maintient le cap malgré la pression sur les composants

Cette fourchette de croissance prend en compte les difficultés d'approvisionnement actuelles. L'entreprise californienne fait face à une raréfaction des puces mémoire DRAM et NAND, aspirées par les besoins massifs des infrastructures d'IA. Apple précise que ses prévisions reposent sur deux variables externes : le maintien des politiques tarifaires et douanières actuelles et une stabilité de la situation macroéconomique mondiale par rapport à la date de l'annonce.

Du côté des produits, l'iPad devra composer avec une base de comparaison défavorable. Le trimestre de juin 2025 avait en effet bénéficié du lancement du modèle équipé de la puce A16, ce qui rend la comparaison année sur année plus difficile pour ce segment.

Les services restent un moteur de croissance pour Apple

La branche Services conserve une trajectoire solide. La Pomme anticipe un rythme de croissance annuel comparable à celui du trimestre de mars, hors effets favorables du change. Pour mémoire, les Services ont généré 30,98 mil-

liards de dollars au deuxième trimestre fiscal 2026, en progression de 16 % sur un an.

Sur le plan financier, l'entreprise affine ses attentes pour le trimestre de juin. La marge brute devrait s'établir entre 47,5 et 48,5 %. Les dépenses opérationnelles oscilleront entre 18,8 et 19,1 milliards de dollars. Les autres revenus et dépenses devraient atteindre environ 250 millions de dollars, hors impact potentiel lié à la valorisation au prix du marché des investissements minoritaires. Le taux d'imposition effectif se situera quant à lui autour de 17 %.

Apple préparerait deux nouveaux iPad pour la fin d'année

La gamme de tablettes d'Apple pourrait s'enrichir de deux modèles remis au goût du jour d'ici la fin de l'année. D'après les dernières rumeurs, les évolutions porteraient surtout sur l'affichage pour l'iPad mini et sur la compatibilité avec Apple Intelligence pour le modèle d'entrée de gamme. L'été approche, et, avec lui, son lot d'annonces logicielles. Cependant, Apple n'en a pas encore fini avec le matériel pour 2026. Plus de quinze nouveaux produits circuleraient dans les cartons de la firme californienne pour une sortie d'ici la fin de l'année. Parmi eux, deux tablettes : l'iPad mini et le modèle d'entrée de gamme. Les rumeurs convergent vers des améliorations ciblées plutôt que des refontes complètes. Bloomberg et d'autres médias spécialisés ont livré les premières indiscrétions sur ce qui attend les utilisateurs.

L'iPad mini passerait enfin à l'OLED

Moins populaire que ses grands frères, l'iPad mini conserve néanmoins une base d'utilisateurs fidèles. Cette version compacte



gagnerait un écran OLED, remplaçant enfin la dalle LCD qui cristallise les principales critiques depuis des années. Le fameux effet de « jelly scrolling », ce décalage visuel gênant lors du défilement, a été atténué sur le modèle actuel sans totalement disparaître. L'adoption de l'OLED devrait une bonne fois pour toutes tourner la page, surtout si Apple reprend la technologie Tandem OLED déjà présente sur l'iPad Pro. Le mini embarque actuellement

une puce A17 Pro qui supporte déjà Apple Intelligence. La nouvelle mouture pourrait monter d'un cran avec une puce A19. Une résistance à l'eau renforcée circule également parmi les prédictions, bien que ce point reste moins documenté que le changement d'écran.

Le modèle de base rejoint le train de l'IA

L'iPad d'entrée de gamme attendrait lui aussi son tour. Les observateurs tablaient sur une sortie en

mars, mais Apple s'est contenté de dévoiler un nouvel iPad Air sans toucher au reste de la gamme. Mark Gurman, journaliste chez Bloomberg réputé pour ses sources internes fiables, maintient qu'un lancement aura lieu cette année, sans plus de précision pour l'instant.

La principale nouveauté tiendrait dans l'intégration d'une puce A18. Ce processeur marquerait l'arrivée d'Apple Intelligence sur le modèle le plus accessible de la gamme. Jusqu'à présent, les fonctions d'intelligence artificielle maison restaient cantonnées à l'iPad mini et aux appareils haut de gamme. iOS et iPadOS 27, attendus cet automne, devraient placer l'IA au centre de leur proposition. L'iPad de base pourrait donc profiter pleinement de ces évolutions logicielles dès son lancement, en plus d'un potentiel changement de nom. Pour le reste, aucun bouleversement à prévoir. Le design, la taille d'écran et les autres spécifications techniques devraient rester inchangés. Quant à l'iPad Pro équipé de la puce M5, aucune mise à jour n'est prévue avant 2027.

Il hurle si on vous le vole ! L'étonnante fonction de Realme pour piéger les voleurs de smartphones



Le 12 mai prochain, la marque chinoise Realme va lancer un nouveau tandem de smartphones d'entrée de gamme en France, lesquels inaugureront notamment une fonction « antivol » intégrée à Realme UI 7.0. Avec son nouveau Realme 16 5G, le fabricant chinois mise clairement sur une approche vouée à séduire un public jeune et adepte de création de contenu. On retrouve en effet ici un petit miroir directement intégré au sein du module photo arrière, permettant de se cadrer plus facilement tout en profitant du capteur principal de 50 mégapixels, de manière à réaliser des selfies nettement plus qualitatifs qu'avec la caméra frontale. Une idée simple sur le papier, pas foncièrement inédite, mais qui pourrait bien faire mouche à l'heure où selfies et vidéos dominent les usages. Au-delà de cette touche magique, le smartphone soigne aussi sa fiche technique avec un design fin, un écran AMOLED 120 Hz de 6,57" (16,7 cm de diagonale), une certification IP69K, sans oublier une imposante batterie de 6 550 mAh. Realme promet d'ailleurs une endurance sur la durée, avec 80 % de capacité conservée après 1 600 cycles de charge.

Le realme 16 5G sera proposé à partir de 399,99 € en version 8 Go + 256 Go, avec une offre de lancement Early Bird, permettant au prix de chuter à 379,99 €, du 12 au 31 mai. De son côté, le Realme C100 5G joue une partition différente, en visant les utilisateurs en quête d'un smartphone robuste et endurant, sans pour cela faire exploser le budget. Certifié MIL-STD-810H, l'appareil est conçu pour encaisser les aléas du quotidien, entre chutes et autres chocs. Un positionnement rassurant, qui tranche avec l'image parfois plus fragile des modèles d'entrée de gamme.

Mais le C100 5G ne se contente pas d'être solide puisqu'il s'articule également autour d'un écran LCD 144 Hz de 6,8" (17,3 cm), ainsi qu'un processeur MediaTek Dimensity 6300. Sa batterie de 6 600 mAh, compatible avec une charge rapide de 45 watts, promet jusqu'à trois jours d'utilisation, un argument de poids pour les utilisateurs les plus nomades.

Le smartphone sera disponible à partir de 239,99 € (4 Go + 128 Go), avec là encore une offre de lancement Early Bird fixé à 219,99 €, valable du 12 au 31 mai.

Un « antivol » intégré ?

Avec les nouveaux Realme 16 5G et Realme C100 5G, la marque chinoise introduit aussi une nouvelle brique de sécurité intégrée directement à Realme UI 7.0. L'idée est ici d'anticiper les situations à risque pour éviter (autant que possible) le vol d'un smartphone. Concrètement, le smartphone n'empêchera pas le vol, mais il est capable de réagir seul en déclenchant un verrouillage automatique, en activant le mode économie d'énergie et en faisant retentir une alarme sonore.

La plus appréciée des petites sportives Citroën fête ses 30 ans

Héritière des Visa et AX GTI, la Citroën Saxo a délaissé l'appellation mythique qui n'est plus à la mode en dans les années 1990. Elle avance sous le badge VTS mais avec des arguments dignes d'une GTI, forte puissance, faible poids et châssis précis. Elle n'oublie point de soigner sa plastique avec aux manettes un designer qui fera une belle carrière.

Lancée en 1975 par la Volkswagen Golf, la mode des GTI bat son plein durant les années 1980. Puis durant la décennie suivante le phénomène s'es-souffle, les bombinettes turbulentes sont devenues effrayantes et pas uniquement pour les assureurs. Citroën revisite la recette et avance masqué, des trois lettres mythiques, la marque au double chevron n'en conserve qu'une, la principale, le "T" central. La Saxo sportive portera le label VTS, sa cousine Peugeot arbore quant à elle la griffe S16.

Saxo VTS : 120 ch pour un poids plume

L'une comme l'autre a glissé sous son capot le moteur à quatre cylindres essence atmosphérique connu en interne sous le code TUJ4 coiffée par une culasse à 16 soupapes, à l'époque cela faisait son effet, délivrant la respectable puissance de 120 ch associé à une boîte de vitesses manuelle à 5 rapports à étagement court. Une cavalerie conséquente d'autant que cette Saxo délurée ne pèse pas plus de 935 kg. De quoi filer – sur circuit bien évidemment – à 205 km/h et d'abattre le 1 000 m départ arrêté en moins de 30 secondes. Et pour ne rien gâcher, son châssis très efficace et équilibré permettait à tout pilote installé à son volant d'exploiter la vail-lance de la mécanique et pas uniquement en ligne droite. Cette année la Saxo VTS célèbre ses 30 ans, pour le constructeur, elle fut à



l'époque un joli vecteur pour son image sportive. D'autant qu'outre la clientèle de particuliers, ce modèle fut également exploité en rallye comme en rallyecross ainsi qu'en courses sur glace où il fut un formidable outil d'apprentissage. C'est avec une Saxo Super 1600 que le duo formé par Sébastien Loeb et Daniel Elena devint champion du monde junior WRC.

La Saxo VTS c'est aussi un héritage, celui de la Citroën AX GTI restée dans l'ombre de la Peugeot 205 éponyme. Chez Citroën, l'AX comme la Saxo a pris de temps de faire ses gammes. L'AX GT a précédé l'AX GTI, puis la Saxo VTR avec le moteur 1.6 litre en version 8 soupapes de 90 ch a devancé la VTS.

Un look soigné pour la Saxo VTS et des moteurs d'entrée de gamme

Cousine technique de la Peugeot 106, la Citroën Saxo bénéficie pourtant d'une robe spécifique esquissée par le styliste italien Donato Coco. Mais pour concevoir le kit carrosserie exclusif de la VTS, c'est un tout jeune talent à l'époque qui s'y colle pour sa première mission chez Citroën, il gravira ensuite tous les échelons pour devenir directeur du design des marques eu-

ropéennes du groupe Stellantis. En effet, c'est bel et bien Gilles Vidal qui a soigné les lignes de la Saxo VTS laquelle ne se contente pas de simples extensions d'ailes rapportées sur les passages de roues mais davantage d'un travail plus harmonieux et mieux intégré qui permis par la suite de décliner l'auto sous une livrée bicolore. La Saxo VTS New Morning qui est le graal pour les collectionneurs. La Citroën Saxo VTS fut produite jusqu'en 2003 et n passant par la case restylage en 1999, opération caractérisée par l'adoption de phares en amandes, un capot plus bombé et une calandre arborant des chevrons plus imposants. D'ailleurs pour que le maximum de clients profite du look, la marque déclina la finition VTS avec des motorisations 1.4 de 75 ch et 1.6 de 90 et 100 ch.

Mini, 25 ans de production anglaise sous le giron de BMW

Fin avril de cette année, la marque Mini soufflait les 25 bougies de sa renaissance sous l'aile de BMW. Le premier modèle de l'ère moderne, la Mini R50, est sortie de l'usine d'Oxford le 26 avril 2001. Depuis, la petite germano-britannique a beaucoup évolué.

La première, la plus authentique ?

C'est déjà loin mais dans nos esprits c'est encore hier : la renaissance de la petite citadine anglaise née de la volonté d'un seul homme, Sir Alec Issigonis, en 1959, était un événement majeur dans le monde automobile. Pourtant, BMW a réussi son pari : moderniser sans trahir. Le charme de la nouvelle Mini de 2001 résidait dans un équilibre fragile entre nostalgie, innovation et obligation de se conformer aux attentes modernes. Design reconnaissable entre mille, comportement routier typé « go-kart », esprit ludique : les fondamentaux sont respectés. Encore de nos jours, la Mini R50-53 (produite de 2001 à 2006) reste considérée comme la plus charmante de toutes les Mini de l'ère BMW, pour sa compacité encore en rapport avec son illustre aïeule. Certes, assez chère et peu confortable, en espace comme en amortissement, elle conserve par contre un charme intemporel. Et surtout, elle apporte dans le segment des petites citadines une fraîcheur, un luxe, et un plaisir de conduite inédit. Elle aura droit à ses versions puissantes,



les Cooper S, et même à une version Coopers S John Cooper Works GP, pur collector aujourd'hui. La Mini R50 fourmille de détails sympas : fine grille de calandre, boucliers pas trop enveloppants et pourvus de petits feux, prises d'air sur le capot (et nervure centrale sur ce dernier), ou encore les phares solidaires du capot.

La seconde génération (R55 à R59) se modernise en conservant cette compacité et ce tempérament turbulent, mais avec des choix esthétiques moins recherchés, pour d'évidentes raisons économiques. Elle adopte de nouveaux moteurs, plus sobres, et se décline dans de multiples formes de carrosserie : le très

original Clubman, l'audacieux Coupé, mais aussi le Cabrio classique et le plus expressif Roadster.

Pilier spirituel

Depuis, la gamme a bien changé et n'a pu que céder à la prise de masse et de volume dictée pas les équipements de confort et de sécurité. La Hatch reste le pilier spirituel, mais désormais les SUV Mini lui emboîtent le pas, ce qui reflète l'évolution du marché. Sans oublier l'électrification. Pour les puristes, c'est trop. Trop d'embonpoint, trop de tout. La génération F56-57 marque ce changement de gabarit. La face avant se boursouffle et l'intérieur devient très - trop ? - BMW (lisez : trop luxueux et bourgeois). On a perdu la fraîcheur et la (relative) authenticité des deux premières nouvelles générations. Mais le public s'est élargi, aussi. De nouveaux clients sont arrivés. Les versions électriques ont peu à peu pris de l'importance. En 2025, plus d'un tiers des ventes mondiales étaient déjà assurées par des modèles électriques, avec des pics dépassant 50 % dans certains marchés comme les Pays-Bas ou la Suède.

Success story industrielle sur les terres britanniques

Si Mini appartient à BMW, son cœur reste solidement ancré au Royaume-Uni, en tout cas pour les modèles Hatch, 5 portes et Cabrio. Le Countryman est assemblé en Allemagne

et le récent Aceman en Chine, mais il est question que ce dernier soit aussi produit à Oxford à partir de cette année. Car une Mini Made in Oxford reste un gage d'authenticité géographique. Les outils d'Oxford et de Swindon forment aujourd'hui un véritable hub industriel, capable de produire jusqu'à 800 voitures par jour. Depuis 2001, ce sont plus de 4,6 millions d'exemplaires qui sont sortis des chaînes britanniques où se mêlent le savoir-faire local et la rigueur allemande.

De voiture populaire à marque lifestyle

Depuis les années 60, Mini a aussi changé de statut. D'outil de mobilité malin et populaire, elle est devenue une marque, voire un marqueur social. Personnalisation poussée, séries spéciales, collaborations avec des designers comme Paul Smith : la marque mise désormais sur son image premium et lifestyle. Et la commercialise à des prix qui ont aussi beaucoup évolué... Une stratégie payante, mais qui pose une question : jusqu'où peut-on monter en gamme sans diluer définitivement l'esprit originel de la première Mini ? Entre électrification totale, inflation des prix et concurrence accrue, la "petite anglaise" doit prouver, de génération en génération, qu'elle peut rester une citadine pertinente et pas qu'une icône des beaux quartiers. C'est bien parti, car en 2025 Mini écoulait plus de 288.000 véhicules à travers le monde, soit une augmentation de 18%.

Mots fléchés

Voitures pour enfant		Commune qui a fusionnée avec Rigny		Abri douillet		Estimas		Fruit		Progressez		Débar-rassés	
Haletante		Canal excréteur		Impéra-trice d'Autriche		Censure				Remplacé par le RSA		Riverain d'une mer	
								Serpent de verre					
Plantigrades								Illustration					
Epuisées								Rivière du Congo					
					Relatif à un bovin								
Petit saint			Le propre de l'Homme		Tentée					Démonstratif			Boucliers
Fantasmagorie					Naissance					Séculaires			
						Poètes épiques	Cubes de bois		Repas de jeudi soir				
									Rognon				
Sélection				Logerez								Trouble	
Dispositif contraceptif				Colères passées									
								Dans			Trou normand		
Armée féodale		Mine						Variables					
		Pont suspendu en Normandie						Col des Alpes					
			Alcaloïde								Dégradation		Boissons chaudes
			Lustré										
Lieu de noces	Fondements								Elle porte conseil				
	Fils de Yokébed												
				Léthargie		Existeras						Rayon lumineux	
Protéine													
Semence							Elle peut être de foin		Chaton en fleur				
									Amérindien				
					Dieu celte	Écrivain et nationaliste français (Charles)							
Embellie													
Mauvais côté						Greffées							Expira l'air des poumons
						Ruminant du genre antilope		Vis			Pour relier		
								L'Estonie			Courtoise		
Négligées	L'Irlande		Accident						Points cardinaux	Opposé à anti			
			Sous-préfecture du Gard										
Affluent de la Vilaine					Bibliothèque	Acrotères				Chaine de télévision américaine		Futur officier	
Bramé				Sans aucun traitement					Naturels				
Cube de jeu													
		Écrivain français (George)					Intercala						

PÉTROLE

Le Brent en hausse à 112,20 dollars le baril

Les prix du pétrole grimpaient nettement, à la mi-séance lundi sur les marchés européens, le brut consolidant ses gains de la semaine dernière. Le prix du baril de Brent, référence européenne, prenait 3,73% à 112,20 dollars alors que celui du West Texas Intermediate, référence américaine, 3,64% à 105,65 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 5 mai 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ACCIDENTS DE LA ROUTE 2 morts et 215 blessés en 24 heures

Deux (02) personnes sont décédées et 215 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique lundi, un bilan de la Protection civile. Les deux décès sont survenus dans les wilayas de Relizane (1) et de Boumerdès (1), précise la même source. Durant la même période, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 2 incendies urbains dans les wilayas de Skikda et d'El-Oued. Aucune victime n'a été rapportée.

SAISON ESTIVALE Concours de recrutement de surveillants de plage saisonniers à Skikda



Un concours de recrutement de 647 surveillants de plage saisonniers a été lancé, lundi, dans la wilaya de Skikda en prévision de la saison estivale 2026, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile. La même source a précisé que le concours qui se poursuivra jusqu'au 6 mai est ouvert aux candidats remplissant un certain nombre de conditions parmi lesquelles un âge minimum de 19 ans, une bonne santé, une excellente condition physique et l'absence de tatouages sur le corps. Les candidats retenus concourront dans plusieurs spécialités de natation et de secourisme en mer dont une épreuve de nage libre (2 x 50 m), un exercice de sauvetage d'un mannequin et un lancer de bouée de sauvetage, selon la même source qui a souligné que les candidats retenus à l'issue du concours suivront une formation de secourisme et de sauvetage d'une semaine au sein des unités de la Protection civile chargées de la surveillance des plages. Le concours se déroulera sur les plages de Bikini à Stora, d'Ain Doula à Collo, de Benzouit à Kerkera, de Guerbaz à Azzaba et d'El Marsa, a-t-on conclu.

ACCOMPAGNEMENT DU PROCESSUS GLOBAL DE DÉVELOPPEMENT NATIONAL

Le ministre de la Communication salue les efforts de la famille médiatique

Le ministre de la Communication, Zouheir Bouamama, a salué ce lundi à Alger les efforts de la famille médiatique qui continue de renforcer son rôle dans l'accompagnement du processus global de développement national conduit par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ainsi que dans la consolidation des sources de force de la conscience nationale, l'éclairage de l'opinion publique et la protection du pays. Dans une allocution prononcée lors d'une cérémonie organisée à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, présidée par le président de la République, le ministre a souligné la poursuite des efforts visant à « hisser notre système médiatique à des niveaux lui permettant de contribuer efficacement à ce processus conduit par le président de la République, de consolider les sources de force dans la conscience de la nation, d'éclairer l'opinion publique, de protéger notre pays et de renforcer les piliers de sa stabilité, de sa sécurité et de son développement ».

À ce titre, il a salué le soutien du président de la République aux femmes et aux hommes des médias, qui « accompagnent les efforts de l'État pour réaliser des succès et relever les défis, notamment ceux liés à la mise en valeur des grandes réalisations de notre pays tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ainsi que leur lutte, par le mot, l'image et le son, contre les campagnes de désinformation, en défense de l'Algérie et de ses intérêts supérieurs ».

Il a également souligné l'importance accordée par le président de la République au renforcement de « la relation indissociable entre la liberté de la presse, en tant que droit de l'homme et liberté fondamentale devant être constamment renforcée, et la responsabilité en matière de respect du professionnalisme et de la déontologie, qui protègent les journalistes de tout dépassement et dérive ». Il a aussi évoqué « les efforts du président de la République pour soutenir et garantir la liberté d'expression, en élargissant son champ de manière à offrir davantage d'espaces, à l'abri de toute pression ou restriction, sauf celles dictées par l'éthique, les lois, le respect des constantes nationales, les exigences de la sécurité nationale et les intérêts supérieurs du pays ».

Dans ce cadre, le ministre de la Communication a réaffirmé que « la liberté de la presse n'est pas seulement un droit fondamental du journaliste, mais un pilier essentiel de notre édifice démocratique et un levier important pour renforcer les fondements de notre structure institutionnelle. Elle constitue une véritable garantie pour une société dynamique, attachée à ses valeurs, ouverte sur le monde et en phase avec son époque ».

S'adressant au président de la République, il a déclaré : « Aujourd'hui, dans le processus d'approfondissement des réformes que vous avez initiées dans le secteur de la communication, nous œuvrons, sous votre sage direction, à traduire concrètement les nouveaux acquis contenus dans les lois encadrant l'espace médiatique, de manière à ga-

rantir une pratique libre et responsable de la profession, renforçant ainsi le droit constitutionnel du citoyen à une information nationale professionnelle et crédible ». Dans ce sens, le ministre a évoqué les efforts du secteur pour parachever le cadre juridique et réglementaire, à travers l'élaboration des textes dont le président de la République a ordonné l'achèvement, relatifs à la profession de journaliste et aux métiers qui y sont liés, ainsi que l'installation des autorités de régulation et du Conseil supérieur de l'éthique et de la déontologie journalistique. Il a également mis en avant les efforts en matière de formation continue des journalistes afin de développer leurs compétences et de leur permettre de mieux maîtriser les technologies de l'intelligence artificielle.

À ce propos, il a indiqué que « la réflexion en cours autour de l'adoption d'une nouvelle approche visant à renforcer une communication gouvernementale moderne, efficace et anticipative, adaptée aux transformations numériques et répondant aux exigences du service public, confirme la vision stratégique du secteur, fondée sur le renforcement du partenariat entre les institutions de l'État et les médias nationaux, garantissant

le droit du citoyen à accéder à une information fiable et permettant à nos médias d'être mieux préparés à agir en tant qu'acteur central dans la bataille de la conscience ».

À cette occasion, M. Bouamama a affirmé que l'Algérie célèbre, à l'instar des autres pays du monde, cette journée avec fierté, au regard des progrès considérables réalisés par la presse nationale tout au long d'un parcours riche en réalisations et en défis, au cours duquel les journalistes algériens ont accompagné toutes les étapes traversées par la nation et participé, aux côtés des citoyens, à ses grandes batailles et à ses victoires.

Le ministre de la Communication a également adressé ses remerciements et sa reconnaissance aux membres de la famille médiatique nationale « qui se sont tenus avec honneur et dignité en première ligne face au terrorisme et à l'obscurantisme visant l'État et ses institutions », rendant hommage à la mémoire des journalistes tombés en martyrs du devoir, ayant sacrifié leur vie pour que l'Algérie demeure debout et fière, offrant ainsi une grande leçon de patriotisme aux ennemis du pays.

APS

SPSA® Oleomed
2^{ème} Edition Concours National
DE L'HUILE D'OLIVE VIERGE EXTRA
18-21 MAI 2026
PAVILLON CASBAH
PALAIS DES EXPOSITIONS-SAFEX
PARTICIPEZ AU CONCOURS
www.sipsa-filaha.com
Coincide avec:
SPSA FILAHA AGROFOOD **FILAHA INNOV INCUBATOR**
Agriculture - Agro Tech - Food Tech - Aqua Tech

الطبعة الثانية
المسابقة الوطنية
لزيت الزيتون بكر ممتاز
سيبسا
اوليو مارد